

# le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

---

## ***La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre***



## - TABLE DES MATIERES -

- **Introduction** 1
- **Allemagne 1918-1919:  
le tragique retard du parti**  
*(«le prolétaire», N° 491, Nov.-Déc.  
2008 / janvier 2009)* 4
- **La tragédie du prolétariat allemand  
dans le premier après-guerre**  
*(Rapport à la réunion générale  
du parti - 1972)* 11
- **La situation en Allemagne et le  
mouvement communiste**  
*(«Il Soviet», N° 18, 11 juillet 1920.  
Traduction dans «programme  
communiste», N° 58, avril 1973)* 54
- **Annexe:  
Berlin 5 janvier 1919** 59

# INTRODUCTION

Au début du siècle dernier l'Allemagne paraissait pour les marxistes être le pays prédestiné à la victoire du socialisme. En mai 1918, alors que continuait la guerre, Lénine écrivait: *«L'histoire (...) a suivi des chemins si particuliers qu'elle a donné naissance en 1918 à deux moitiés de socialisme, séparées et voisines comme des futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme international. L'Allemagne et la Russie incarnent, en 1918, avec une évidence particulière, la réalisation matérielle des conditions du socialisme, des conditions économiques, productives et sociales, d'une part, et des conditions politiques d'autre part.*

*Une révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne briserait d'emblée, avec les plus grandes facilités, toutes les coquilles de l'impérialisme (...) et assurerait à coup sûr la victoire du socialisme mondial»* (1)

Au cours des décennies précédentes, c'est en Allemagne que les forces productives avaient crû le plus vite, transformant le pays, autrefois dominé par la paysannerie, l'artisanat et la petite industrie productrice de camelote à bon marché, en très grande puissance industrielle où régnait un «capitalisme d'Etat» (au sens d'interpénétration du capital et de l'Etat) aux entreprises géantes; cette expansion l'avait placé aux premiers rangs des impérialismes mondiaux (et dans une trajectoire de collision avec l'impérialisme encore dominant mais déjà sur le déclin, la Grande Bretagne).

C'est aussi dans ce pays qu'un prolétariat en pleine croissance (près de 12 millions et demi en 1907 selon certaines estimations) (2) avait bâti en l'espace d'une génération, dans la légalité comme dans l'illégalité, le plus puissant parti socialiste du monde, le *Socialdemokratische Partei Deutschlands* (SPD). A la veille de 1914, le SPD comptait près d'un million d'adhérents, les syndicats qu'il contrôlait en avaient deux millions et demi (les syndicats chrétiens et patronaux en ayant un million environ). Il était en outre le pilier de la IIe Internationale et Karl Kautsky, le responsable de sa revue théorique *Die Neue Zeit*, avant de devenir au moment de la guerre le «renégat» fustigé par les bolcheviks, avait été le gardien sourcilieux de la théorie marxiste, au point d'être surnommé le «pape rouge»: les socialistes

---

(1) Lénine, «Sur l'infantilisme de gauche», Oeuvres, Tome 27, p. 355.

(2) Selon Sombart, qui estime que le prolétariat au sens large du terme, en comptant les familles, constituerait 67 à 68% de la population. cf Broué, «Révolution en Allemagne (1917-1923)», p. 18.

de tous les pays, disaient-on, recevaient son avis sur les questions les plus difficiles de théorie et de programme avec autant de confiance que les catholiques lorsqu'ils prenaient connaissance des bulles du pape de Rome.

Cet accroissement gigantesque ne pouvait pas ne pas s'accompagner de la progression des tendances petites-bourgeoises et opportunistes dans le parti déjà dénoncées quelques décennies plus tôt par Engels (3), les responsables du parti se recrutant toujours davantage parmi les éléments petit-bourgeois ou de l'aristocratie ouvrière; à partir du début du siècle la bureaucratie du parti avait commencé à se développer rapidement jusqu'à atteindre le nombre de 15 000 permanents à la veille de la guerre; un dixième des adhérents (cent mille personnes) était alors employés dans diverses administrations sociales, coopératives, conseils de prud'hommes, etc (4). Cette couche nombreuse était évidemment le vivier naturel de toutes les tendances réformistes.

C'est d'un dirigeant socialiste, Bernstein, qui avait été un proche collaborateur d'Engels avant d'en devenir l'exécuteur testamentaire, que vint, au tournant du siècle, une attaque en règle contre les fondements du programme marxiste du SPD. Selon Bernstein, le développement régulier et pacifique du capitalisme, la disparition de ses crises économiques, l'amélioration de la condition ouvrière, avaient démenti les analyses catastrophiques de Marx. Le SPD devait donc *réviser* son programme et abandonner les positions marxistes qui n'étaient pas autre chose que des résidus archaïques de l'époque quarante-huitarde, pour devenir ouvertement ce qu'il était déjà de fait: un parti oeuvrant pour améliorer le capitalisme par des réformes, et non pour le renverser. Ces positions iconoclastes furent repoussées avec indignation; le *révisionnisme* bernsteinien fut officiellement condamné et le programme révolutionnaire réaffirmé dans les congrès du parti.

Cependant l'«opportunisme» c'est-à-dire la tendance à abandonner les principes révolutionnaires, continua à se développer rapidement malgré les proclamations orthodoxes; elle était en effet suscitée par les pressions bourgeoises et alimentée par la pratique du parti qui se développait à l'enseigne de la coupure officialisée entre «programme maximum» (programme révolutionnaire) et «programme minimum» (lutte pour les réformes). Les conditions de l'époque ne permirent pas l'apparition en réaction d'une véritable tendance de gauche organisée dans le parti: les éléments révolutionnaires, comme les Rosa Luxemburg, Mehring, Liebknecht et autres, prisonniers des traditions d'unité du parti, restèrent des personnalités respectées sinon écoutées, mais isolées par l'appareil du SPD.

La trahison en août 1914 du SPD qui, comme pratiquement tous les autres partis de l'Internationale à l'exception du parti bolchevik, se rangea comme un seul homme du côté de la classe ennemie en appelant à participer à la guerre impérialiste, fut pour les travailleurs un choc dévastateur dont il est difficile de surestimer la portée. Au moment décisif, le prolétariat qui avait patiemment, sans ménager ses efforts et ses sacrifices, construit ces formidables organisations, se retrouvait sans organisation, sans parti, jeté sans pouvoir résister dans l'enfer de la guerre mondiale!

---

(3) «Les petits-bourgeois apportent avec eux leurs étroits préjugés de classe. En Allemagne, nous n'en avons que trop et ce sont eux qui forment ce poids mort qui entrave la marche du parti», cf Engels-Lafargue, correspondance, tome I, p.392.

(4) cf. Gilbert Badia, «Histoire de l'Allemagne contemporaine», Tome I, p. 35.

Jamais le prolétariat allemand qui au cours des années suivantes, pendant et après la guerre, donna des preuves innombrables de combativité et d'héroïsme, qui affronta par la violence les troupes de choc de la bourgeoisie, ne réussit à surmonter ce coup décisif...

Les révolutionnaires, plus nombreux en Allemagne que dans les autres pays, restèrent en proie à la plus grande confusion, affaiblis par des courants semi-libertaires ou spontanéistes. Lorsqu'un parti communiste de masse réussit enfin à se stabiliser, c'est pour tomber dans des déviations droitières, succédant à des poussées aventuristes.

Un rare jour de lucidité, Paul Levi, le dirigeant droitier du Parti Communiste Unifié, le pourfendeur des sectaires, le critique de la constitution «trop à gauche», «trop minoritaire», du parti Communiste d'Italie après la scission de Livourne, reconnût: «*Il n'est pas aujourd'hui en Allemagne un seul communiste qui ne regrette que la fondation d'un parti communiste n'ait pas été réalisée depuis longtemps, à l'époque de l'avant-guerre, que les communistes ne se soient pas regroupés, dès 1903, même sous la forme d'une petite secte, et qu'ils n'aient pas constitué un groupe même réduit, mais qui aurait au moins exprimé la clarté*» (5).

Cette leçon-là, que Levi oublia aussitôt, a une portée universelle; le parti doit se préparer et doit se constituer **avant** l'éclatement de la période révolutionnaire, comme cela avait pu être fait en Russie, sinon il est trop tard et le retard ne se rattrape plus. C'est en cela que réside la tragédie du prolétariat allemand - et mondial.

\* \* \*

Nous publions dans les pages qui suivent le texte d'un rapport à la Réunion Générale du parti des 12 et 13 février 1972, «la tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre», rapport qui faisait la synthèse d'études antérieures. Nous y avons ajouté un article plus particulièrement consacré à la dite «révolution de novembre» 1918, ainsi qu'une des correspondances de 1920 d'Amadeo Bordiga à «Il Soviet», l'organe de la Fraction Communiste Abstentionniste.

Bordiga qui était allé à Berlin pour rejoindre Moscou où allait se tenir le IIe Congrès de l'Internationale Communiste, en profita pour rencontrer les responsables non seulement du KPD, mais aussi du KAPD, sa fraction «gauchiste» qui en avait été expulsé par Levi. Les appréciations qu'il en donne sont donc particulièrement intéressantes.

Nous invitons les lecteurs intéressés à se reporter à d'autres études sur cette période faites dans le cadre de l'«Histoire de la Gauche Communiste». C'est en particulier: «La gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international», Programme Communiste n°58 (où sont publiés entre autres les articles de Bordiga sur «Il Soviet»), et «Le processus de formation des sections nationales de l'IC: le Parti Communiste Allemand», Programme Communiste n°86.

---

(5) «Die Internationale» n°26, 1/12/1920, cité dans Broué, op. cit., p. 438.

# Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti

(«le prolétaire», N° 491, Nov.-Déc. 2008 / Janvier 2009)

En novembre 1918, les prolétaires et les révolutionnaires du monde ont les yeux tournés vers l'Allemagne: la révolution allemande: la révolution allemande, espérée depuis si longtemps par les marxistes, attendue impatiemment par les bolcheviks semble commencer.

Au mois d'octobre un nouveau gouvernement avait été formé avec pour la première fois des représentants du Parti Social-Démocrate (SPD) (une minorité, plus à gauche, s'était déjà constituée en Parti Socialiste Indépendant, l'USPD, explicitement pour empêcher la constitution d'un véritable parti prolétarien révolutionnaire); alors que la défaite militaire est consommée et face à une effervescence sociale croissante il s'agit de préserver l'ordre établi en donnant aux prolétaires l'impression que «la paix et les réformes démocratiques» sont l'objectif de ce gouvernement de coalition qui va réaliser une «révolution pacifique», selon les déclarations des sociaux-démocrates. Mais cela est bien incapable d'empêcher le mouvement des masses. Les 2 et 3 novembre les marins de la flotte de guerre se mutinent à Kiel à l'annonce que les navires vont appareiller - probablement pour se livrer à un baroud d'honneur contre la flotte anglaise. Ils s'emparent des navires de combat et menacent de tirer sur les bâtiments officiels si leurs camarades ne sont pas libérés.

En quelques jours un gigantesque mouvement spontané de révolte déferle sur l'Allemagne. Dans tout le pays se forment des Conseils de soldats et d'ouvriers, face auxquels les autorités civiles et militaires sont impuissantes.

Mais derrière cette flambée révolutionnaire, il y a une énorme confusion, une absence complète de perspective et d'organisation. Ainsi les marins insurgés de Kiel qui ont fusillé leurs officiers et hissé le drapeau rouge sur les bateaux de guerre acclament le social-démocrate Noske envoyé en toute urgence par le gouvernement pour contenir la révolte. Pire, ils le laissent s'imposer à la tête du comité de soldats et comme commandant de la place militaire. Ce fait est doublement symbolique.

Il montre d'abord le rôle que les «majoritaires» du SPD vont jouer dans les mois et années à venir. Devant les soldats et les ouvriers le SPD s'affirme comme authentiquement socialiste, il prétend les représenter, défendre leurs revendications et leurs intérêts. Mais en réalité il n'a pour but que de maintenir l'ordre, de sauvegarder la légalité, d'empêcher à tout prix l'explosion révolutionnaire. Il fait semblant d'accepter l'autorité des Conseils qui naissent spontanément, mais c'est pour mieux les empêcher d'exercer un pouvoir effectif et leur faire cautionner le gouvernement de l'Etat bourgeois dont il fait partie. Comprenez beaucoup mieux que certains cercles bourgeois

réactionnaires qu'il est impossible de s'opposer frontalement à la lame de fond qui déferle (1), il se laisse porter par le courant pour pouvoir le canaliser dès qu'il commence à s'affaiblir.

C'est ce gouvernement qui pousse à réorganiser dans des «corps francs» une solide force armée de l'Etat bourgeois pour pallier la décomposition de l'armée classique dont une bonne partie passait du côté du «désordre». Ainsi entré à Berlin le 10 décembre 1918 pour régler l'affaire de la Division populaire de marine avec 40.000 hommes, le général Lequis, le 23, n'en avait plus que 2.000 sous ses ordres! C'est ce gouvernement de «révolution pacifique» qui se chargera au cours des mois suivants de **décimer** l'avant-garde prolétarienne par un jeu habile de provocations et de répressions **sanglantes**.

Ensuite ce fait montre l'**inévitabile faiblesse** du mouvement spontané. En l'absence d'une véritable direction politique capable de lui donner des objectifs clairs et une coordination effective, ce mouvement va d'une part se laisser engluer dans la direction et l'appareil social-démocrate; et d'autre part s'épuiser dans des «coups de tête» locaux, magnifiques, mais dispersés, que la contre-révolution écrasera d'autant plus facilement les uns après les autres qu'ils ne peuvent déboucher sur rien.

Ce qui se manifeste dès cet épisode et qui éclatera avec une évidence tragique dans les semaines et les mois à venir, c'est l'incapacité du mouvement spontané des masses à prendre le pouvoir. L'explosion de la colère des masses, leur volonté d'en finir avec la guerre, avec la misère, peuvent certes porter des coups très durs à l'Etat bourgeois, paralyser et ébranler temporairement son appareil administratif et militaire.

Mais pour détruire cet Etat de fond en comble, pour **se saisir** de la direction de la société, pour s'ériger en **classe dominante**, pour exercer leur propre pouvoir, les masses prolétariennes ont besoin de cet **organe de direction** politique et organisationnelle qu'est le **parti de classe**.

Malheureusement, ce qui caractérise alors la situation dans les pays capitalistes développés d'Europe, c'est le retard énorme de la constitution du parti par rapport à l'explosion des luttes de classe; et c'est en Allemagne que cette **absence du parti** se fait le plus cruellement sentir, précisément parce que les prolétaires y sont projetés dans les luttes les plus radicales. Alors qu'en Russie la lutte spontanée des masses a pu se cristalliser autour d'un parti qui s'était constitué et délimité depuis longtemps et qui s'était imposé et lié aux masses à travers une longue série de luttes économiques et politiques, immédiates et révolutionnaires, le prolétariat allemand ne pouvait pas trouver la direction dont il avait besoin.

Sans aucun doute il existait en Allemagne des courants révolutionnaires qui non seulement avaient combattu la politique social-chauvine de la social-démocratie, mais qui aspiraient à transformer le soulèvement spontané des masses prolétariennes contre

---

(1) Au Conseil des ministres, le ministre de la marine affirme: «Il faut faire un exemple. En affamant la ville on ne la réduira pas; il faut y pénétrer avec des forces considérables et la bombarder par mer»; ce à quoi le social-démocrate Scheidemann répond: «Il faut s'interroger sur ce qui va se passer si nous intervenons brutalement à Kiel. Les autres villes proclameront leur solidarité avec Kiel. D'ailleurs nous ne pouvons attaquer les mutins, ils ont trop de munitions et d'artillerie de marine. Il est plus habile de leur dire: on va discuter de vos revendications». cf «Les Spartakistes», G. Badia, pp 56-57.

la guerre impérialiste en révolution socialiste. Mais un ensemble de facteurs, parmi lesquels leur propre manque de clarté et de rigueur politique - allant parfois même jusqu'à la négation de la nécessité même de cette direction! - les avaient empêchés de la constituer effectivement.

Or, ce dont les masses ont besoin au moment où leurs exigences immédiates les obligent à affronter l'Etat bourgeois les armes à la main, ce n'est pas d'un «guide spirituel», mais d'un **organe de direction** dans tous les sens du terme. D'un organe qui soit certes le représentant du programme historique du prolétariat, mais qui sache relier celui-ci aux exigences immédiates; qui ne soit pas seulement un propagandiste du socialisme, mais une **force organisée**; qui ait déjà commencé à s'imposer comme dirigeant et organisateur à travers les luttes quotidiennes et partielles de la classe, et qui puisse alors tendre à conquérir une influence non seulement politique mais **pratique** déterminante sur les larges masses.

En Allemagne, même les éléments les plus avancés étaient restés prisonniers d'une part de la fascination de l'«unité» ouvrière, et d'autre part d'une vision spontanéiste leur faisant **attendre** que les prolétaires rompent d'eux-mêmes avec l'idéologie social-chauvine et la politique opportuniste, au lieu de comprendre qu'il leur incombait de **devancer** ce mouvement pour le rendre possible. Une vision qui croyait que les masses se mettraient en mouvement **après** avoir «pris conscience» de la trahison social-démocrate, et ne comprenait pas que, même lorsque les déterminations matérielles **poussent** les masses à secouer dans leur action l'orientation et l'encadrement des «agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat» (Lénine), l'influence et le poids de ces partis ne disparaît jamais de lui-même. C'est la lutte du parti de classe qui lui permet dans ces circonstances favorables d'arracher les prolétaires à l'emprise des social-traitres et de les regrouper autour de lui et de sa direction.

Bien qu'ils aient dénoncé et combattu la trahison ouverte de la social-démocratie en 1914 et sa collaboration de plus en plus étroite avec l'Etat bourgeois au cours de la guerre, les Spartakistes (d'après le nom du bulletin qu'ils publiaient: «Spartakus») hésitaient à rompre avec le SPD: ils attendaient que les larges masses prolétariennes se détournent **d'abord** du social-patriotisme. Et lorsque les masses ont commencé à s'engager dans cette voie, non par des affirmations politiques, mais par des **luttes**, des manifestations, des grèves comme celle de janvier 1918 qui toucha près d'un million de travailleurs à Berlin, les Spartakistes se laissèrent encore devancer par l'*hypocrisie centriste*.

## DE LA «RÉVOLUTION» DE NOVEMBRE ...

Pour empêcher que l'agitation croissante se cristallise autour des Spartakistes, l'aile gauche du réformisme avait pris les devants et s'était constituée en 1917 en Parti Socialiste Indépendant (USPD). Dans ce parti qui se donne des allures révolutionnaires alors qu'il est encore plus pourri que le SPD, les Spartakistes vont recommencer leur travail de Sisyphe pour essayer de le gagner aux positions révolutionnaires, un travail que le PC allemand poursuivra pendant des années: gagner ou moins influencer la majorité, ou au moins la gauche de l'USPD. Malheureusement, chaque fois que le rocher redévale la montagne, il écrase le prolétariat au passage!

En fait, les Spartakistes sont **prisonniers** dans ce parti politiquement **centriste** qui les honnit et ne les tolère que pour les empêcher d'agir de façon autonome, et parce qu'ils lui servent de **caution** auprès des ouvriers avancés. Caution d'autant plus

nécessaire à l'USPD qu'il servait lui-même de caution de gauche aux pires droitiers du SPD, aux Scheidemann, Ebert, Noske et compagnie: pendant la période cruciale de novembre-décembre 1918, il partage avec eux la responsabilité gouvernementale. La présence dans ce prétendu «Conseil des Commissaires du Peuple» (sic!) de ce parti dont les Spartakistes **sont membres**, fût-ce comme «opposition de gauche», de ce parti qui parle comme eux de «république socialiste», de «changement de système économique», etc., **empêche** toute offensive générale contre l'Etat bourgeois et même toute clarification politique.

Le 9 novembre, le soulèvement spontané ayant gagné tout le pays, l'empereur abdique et le chancelier «transmet ses pouvoirs» au socialiste majoritaire Ebert qui essaye d'abord de sauver la monarchie, puis de collaborer avec les partis de droite. Mais face aux prolétaires et soldats insurgés, le seul gouvernement bourgeois possible est un gouvernement aux couleurs «socialistes». Le 10 novembre au soir l'assemblée générale des Conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin entérine la formation du gouvernement provisoire préalablement négocié entre le SPD et l'USPD, sous la pression des soldats organisés par le SPD; les positions opposées de Liebknecht, représentant des Spartakistes, sont très largement rejetées au nom de l'«unité». Le 11 novembre les Spartakistes s'organisent en «Ligue Spartakus», mais refusant de se constituer en parti indépendant, ils ne veulent demeurer qu'un «groupe de propagande» au sein de l'USPD.

Cette attitude des Spartakistes renforce inévitablement chez les ouvriers l'idée, défendue d'une certaine façon par Rosa Luxemburg elle-même, selon laquelle la «révolution *politique*» serait déjà faite et qu'il ne s'agirait plus que de «continuer la révolution» par des mesures socialistes.

Dans son éditorial du 18 novembre de la *Rote Fahne*, Rosa Luxemburg demande l'organisation d'une «Garde rouge prolétarienne» pour protéger la révolution et «Dans l'administration, la justice et l'armée, élimination des organismes hérités de l'ancien Etat policier, militariste et absolutiste». Après avoir accusé le gouvernement de «laisser faire tranquillement la contre-révolution», elle conclut: «Tout cela est parfaitement régulier. Ce n'est pas en 24 heures qu'un Etat réactionnaire peut se transformer en Etat populaire [?] et révolutionnaire. (...) Le tableau actuel de la révolution allemande correspond parfaitement au degré de maturation interne de la situation. L'équipe Scheidemann-Ebert constitue le gouvernement qualifié de la révolution allemande à son stade actuel (...). Mais les révolutions ne restent pas immobiles (...). Si la contre-révolution ne doit pas l'emporter sur toute la ligne, il faut que les masses soient vigilantes» (2).

La confusion est ici complète; la révolution est vue comme un processus en acte dont le gouvernement est un des fruits, encore immature sans doute, la tâche assignée aux masses prolétariennes étant seulement de rester «vigilantes» pour assurer la continuité de ce processus au cours duquel on semble envisager que l'Etat puisse se «transformer»...

L'état-major allemand, lui, comprenait clairement la situation. Le 10 novembre une circulaire du Haut Commandement aux commandants des grandes unités avait appelé

---

(2) La «Rote Fahne» (Drapeau rouge) était le quotidien des Spartakistes; son premier numéro était paru le 9 janvier après l'occupation de imprimerie d'un grand journal bourgeois. cf Badia, op. cit., p. 160.

à constituer des Conseils de soldats à leurs bottes dans toutes les unités pour garder le contrôle des troupes. Le 16 novembre, une note signée du chef d'état-major (Hindenburg) précisait: «On peut faire savoir que le Haut Commandement est disposé à faire route commune avec le chancelier Ebert, chef du parti social-démocrate modéré, pour empêcher l'extension en Allemagne du bolchevisme terroriste» (3).

A la mi-décembre, le Congrès national des Conseils d'ouvriers et de soldats où les partisans du SPD sont majoritaires (et qui avait refusé d'accepter Luxemburg et Liebknecht en son sein), vote le principe d'abandonner toute velléité de pouvoir au profit d'une future assemblée constituante; les manifestations convoquées par les Spartakistes pour faire pression sur les congressistes ne réussissent pas à les faire fléchir. Alors que le nombre de chômeurs double, l'agitation, les grèves pour les salaires, les manifestations de rue et les incidents sanglants avec la police se multiplient pendant le mois de décembre à mesure que la réaction relève la tête. Cependant les Spartakistes ne songent encore qu'à demander (sans résultat)... que l'USPD quitte le gouvernement et tienne un congrès extraordinaire: «Si Haase et ses amis quittent le gouvernement, ce geste secouera les masses, leur ouvrira les yeux. Mais si vous persistez à couvrir les actes du gouvernement, les masses se soulèveront et vous balaieront. A présent, en période révolutionnaire (...) ce qui importe, c'est l'explication par les actes» (4). C'est encore l'illusion insensée de pouvoir se servir de l'USPD pour «agir» sur les masses...

En fait de mesures «socialistes», «le gouvernement qualifié de la révolution allemande» réussissait avec l'aide de la hiérarchie militaire à regrouper et à réorganiser une force armée sur laquelle il puisse compter; il s'employait à réduire les prétentions, ô combien timides, du Comité exécutif des conseils. L'offensive du gouvernement fin décembre contre la «Division populaire de la Marine», une unité de 3000 marins révolutionnaires cantonnés au cœur de la capitale, provoque une réaction massive du prolétariat berlinois; mais en dépit de dizaines de morts lors des affrontements, l'affaire se termine par un compromis qui neutralise ces soldats: ils resteront impassibles lors de la semaine sanglante de janvier. Puisque le gouvernement passe à l'offensive sans se préoccuper de ses desiderata, l'USPD rompt la coalition et quitte le gouvernement. Il a joué son rôle paralysant; après les sanglants affrontements, rester dans le gouvernement serait trop compromettant! Il sera de toute façon plus utile au maintien de l'ordre bourgeois dans l'opposition.

### ... À LA CONTRE-RÉVOLUTION DE JANVIER

C'est le jour même où les ministres USPD se retirent, le 29 décembre 1918, que les Spartakistes, après d'ultimes hésitations et tentatives de faire convoquer un congrès extraordinaire, quittent finalement ce parti. **Enfin**, on arrive à la constitution du **parti communiste**, dans lequel les Spartakistes convergent avec d'autres groupes, notamment les «communistes internationalistes» de Brême.

---

(3) Ibidem, pp. 127-128.

(4) Discours de Rosa Luxemburg le 15 décembre, à la réunion du Grand Berlin des militants de l'USPD. La motion Luxemburg pour la convocation d'un congrès extraordinaire du parti recueille 185 voix, contre 485 à la motion de la direction pour la préparation des élections à la Constituante.

Nous avons montré ailleurs que ce parti est né non seulement **trop tard**, mais aussi sur des bases peu claires et peu solides. Il est vrai que ses meilleurs militants seront poussés par les exigences mêmes de la lutte à dépasser leur vision spontanéiste, anti-autoritaire et anti-centraliste, et à revendiquer la nécessité d'une **direction centralisée**; mais la réaction ne leur laisse pas le temps de tirer la leçon jusqu'au bout. Dans l'article qu'elle écrit le 8 janvier 1919, une semaine avant d'être assassinée, Rosa Luxemburg finit par reconnaître que le devoir des révolutionnaires n'est pas d'attendre l'illumination des consciences, mais de «s'emparer de toutes les positions de force réelles, de les tenir et de les utiliser». Elle comprend que «l'inexistence d'un centre chargé d'organiser la classe ouvrière berlinoise [et à plus forte raison allemande!] ne peut plus durer»; qu'«il faut que les ouvriers révolutionnaires mettent sur pied des organismes dirigeants en mesure de guider et d'utiliser l'énergie combative des masses».

Tout comme Liebknecht qui, la veille de son assassinat, attribue la défaite des ouvriers de Berlin au fait que «leur force a été paralysée par l'irrésolution et la faiblesse de leurs dirigeants», Rosa Luxemburg parle de «l'irrésolution, des hésitations, des attermolements de la direction» qui ont produit l'émiettement du mouvement, le désarroi des masses et l'isolement tragique des éléments les plus combattifs qui ne savaient pas eux-mêmes où ils allaient.

Il s'agit là en fait d'une terrible **autocritique** du mouvement spartakiste. Même après la constitution du KPD, ses dirigeants ne veulent pas se considérer comme la direction du prolétariat. Ils cherchent cette direction ailleurs, dans la gauche des Indépendants, ou chez les «Délégués ouvriers» quand il n'attendent pas une nouvelle «direction qui émane des masses».

C'est cette hésitation des révolutionnaires à assumer **leur propre responsabilité** pendant toute cette période qui va jusqu'en mai 1919, qui permet le jeu ignoble des Indépendants et de la gauche des «majoritaires». La combativité des masses prolétaires est encore entière et elles répondent à tous les appels à la lutte, quand elles ne déclenchent pas spontanément les grèves, manifestations, occupations de journaux, tentatives de soulèvement, etc.

Mais chaque fois, de Berlin à la Ruhr, de Hambourg à Munich, on assiste au même scénario. Que les mouvements éclatent spontanément, soient lancés par les Indépendants ou même les majoritaires, ou répondent à un appel du KPD, chaque fois les communistes participent aux divers organes unitaires qui prétendent les diriger. Ces organes oscillent entre la phrase barricadière et les compromis avec le gouvernement et, au lieu d'orienter et de diriger la lutte, ils la désorientent et la désorganisent. Jusqu'au moment où l'Etat a rassemblé assez de forces pour passer à la contre-attaque; alors l'«unité» éclate, tout le monde s'enfuit et les communistes restent seuls face à la répression avec ceux des ouvriers qui, malgré leur désarroi, ont encore la force de se battre.

A la fin de l'année, le gouvernement social-démocrate estime qu'il peut et qu'il doit écraser au plus vite la subversion (Noske dira qu'il accepte la responsabilité d'être le «chien sanglant» de la répression). Le 4 janvier le gouvernement limoge le préfet de police Eichhorn, Socialiste Indépendant, qu'il voit comme un obstacle à cette répression (5). Cette mesure déclenche dès le lendemain un gigantesque mouvement de protestation des ouvriers berlinois qui comprennent que le gouvernement s'est engagé dans la voie de l'affrontement. Un comité «révolutionnaire» où participe le KPD aux côtés des Indépendants et des Délégués ouvriers, décide le principe du renversement

du gouvernement. Mais il ne donne aucune consigne pratique et dès le 6 les Socialistes Indépendants entament des négociations avec ce-même gouvernement, alors que des groupes d'ouvriers insurgés ont spontanément occupé... le siège du journal du SPD. La direction du KPD est divisée sur la marche à suivre. Pendant ce temps le gouvernement a préparé les «corps francs» qui commencent à attaquer les sites occupés le 10 janvier. Luxemburg et Liebknecht sont capturés et assassinés le 15 janvier; le KPD est interdit et la répression va se déchaîner contre les prolétaires révolutionnaires pendant les mois qui suivent.

\* \* \*

Notre courant s'est efforcé de dégager et de transmettre les dures leçons de ces luttes aussi héroïques que tragiques. Toute tentative de «renforcer» le mouvement par l'unité avec les réformistes, agents avérés de la contre-révolution, ou même avec les «centristes», ces réformistes «de gauche», **révolutionnaires en parole, contre-révolutionnaires en fait**, l'affaiblit et le mène au massacre. Toute tentative de s'appuyer sur des forces politiques étrangères ou hostiles aux principes communistes pour constituer la direction révolutionnaire, conduit à la catastrophe: personne d'autre que les communistes authentiques ne peut diriger la révolution, et ils ne doivent partager sa direction avec **personne**.

Si le parti est faible et peu influent, il n'existe aucune recette miracle pour inverser ce rapport de forces. Rechercher désespérément des soutiens et des alliés au sein d'autres partis politiques ne peut que **l'affaiblir** davantage. Le parti ne peut se renforcer et étendre son influence que sur la base de son programme et de ses principes, en montrant aux prolétaires que lui seul répond à leurs besoins d'orientation et d'organisation, en s'imposant à travers les luttes partielles comme **direction effective** du mouvement de la classe.

Le parti ne peut pas attendre l'éclatement de la crise révolutionnaire pour se constituer: à ce moment il est presque toujours trop tard! Il doit se constituer, se renforcer et se lier à l'avant-garde, **bien avant** que les grandes masses soient précipitées dans l'affrontement violent avec l'Etat bourgeois.

Le parti doit précéder les masses, il doit savoir les attendre. Les masses ne peuvent pas attendre le parti: au moment où les facteurs objectifs les obligent à se soulever, il faut qu'elles trouvent **leur organe de direction** sous peine d'être écrasées. Préparer le parti, c'est préparer la révolution future.

Tel est l'enseignement toujours actuel des grandioses luttes et de la défaite d'il y a 90 ans en Allemagne!

---

(5) Le 9 novembre, Eichhorn, à la tête d'une manifestation armée, s'était emparé de la Préfecture de police, libérant 600 prisonniers politiques. Depuis il assumait les fonctions de préfet de police, tentant - sans succès! - d'imposer une orientation «révolutionnaire» à ses fonctionnaires. Nouvelle confirmation de ce qu'écrivait Marx après la Commune: il est impossible de s'emparer de l'appareil d'Etat bourgeois pour le faire servir aux prolétaires, il faut le détruire.

## LA TRAGÉDIE DU PROLETARIAT ALLEMAND DANS LE PREMIER APRES-GUERRE

### Rapport à la Réunion Générale du parti de février 1972

Dans plusieurs rapports tenus au cours de réunions générales précédentes, dont il n'a malheureusement pas été possible de publier le compte rendu intégral, nous nous sommes efforcés de reparcourir le cycle historique dramatique au cours duquel la social-démocratie allemande joua le rôle de «bourreau du prolétariat révolutionnaire» dans le pays qui était alors l'épicentre de la lutte des classes en Europe. Elle joua ce rôle, non pas en tant que social-démocratie «allemande», mais en tant que fraction de la social-démocratie internationale: comme exécuteur direct, dans son aile majoritaire, comme aide du bourreau, dans son aile «indépendante», plus infâme encore parce que plus hypocrite et drapée d'une prétendue «orthodoxie» marxiste.

Nous l'avons fait non par manie «historiographique», mais pour tirer des événements eux-mêmes la confirmation décisive d'une thèse constante de la Gauche communiste. En effet, à la direction du P.C. d'Italie comme au sein de l'Internationale, nous avons toujours lutté contre le fétichisme de l'«unité ouvrière» et, plus encore, contre les illusoire manœuvres tactiques avec lesquelles on croyait pouvoir gagner à la cause du communisme des forces numériquement moins réduites que celles que la situation créée par la fin du premier massacre mondial permettait de déplacer sur le terrain, magnifiquement préparé par l'Octobre rouge, de la préparation à la conquête révolutionnaire du pouvoir et à la dictature prolétarienne exercée par le parti, conduisant à la société socialiste par le chemin long et tourmenté de la guerre civile, de la terreur et des interventions despotiques dans l'économie. Cette thèse, nous l'avons rappelé bien souvent, a trouvé son expression la plus lucide dans un article de février 1921 que nous intitulions précisément «La

---

*Ce rapport a paru dans les n° 131 (du 17 au 30 juillet 1972), 132 (du 31 juillet au 03 septembre 1972), 133 (du 04 au 17 septembre 1972), 135 (du 02 au 15 octobre 1972), 136 (du 16 au 29 octobre 1972), 137 (du 30 octobre au 12 novembre 1972), 138 (du 13 au 26 novembre 1972) et 140 (du 18 au 31 décembre 1972) de l'organe du Parti Communiste International « Le Prolétaire ».*

fonction de la social-démocratie», et dont l'idée centrale est contenue dans ce passage lapidaire: «La social-démocratie a une fonction spécifique, dans ce sens qu'il y aura probablement, dans les pays occidentaux, un moment où les partis sociaux-démocrates iront au gouvernement, seuls ou avec des partis bourgeois. Mais là où le prolétariat n'aura pas la force de l'éviter, un tel intermède ne représentera pas une condition positive, une condition nécessaire de l'avènement des formes et des institutions révolutionnaires, une préparation utile à l'assaut prolétarien; ce sera au contraire une tentative délibérée de la bourgeoisie pour le priver de sa force et de le dévier et, au cas où il resterait à la classe ouvrière assez d'énergie pour se révolter contre le légitime, l'humanitaire, le bon gouvernement social-démocrate, pour l'écraser impitoyablement sous les coups de la réaction» (article publié dans notre brochure «Communisme et fascisme», p. 35). L'article exhortait le prolétariat italien à accueillir toute expérience de gouvernement social-démocrate «comme une déclaration de guerre, non comme une promesse de trêve dans la lutte des classes et de solution pacifique des problèmes de la révolution» et ce, qu'il s'agisse d'un gouvernement «purement» réformiste, ou d'une coalition entre les réformistes et d'autres partis, ouvertement et constitutionnellement bourgeois (comme ce fut plusieurs fois le cas en Allemagne au cours de la période 1919-1922). Enfin, l'article s'achevait sur cet avertissement, non seulement aux prolétaires italiens, mais aux prolétaires du monde entier: «C'est pourquoi nous disons que la tactique révolutionnaire doit être fondée sur une expérience non seulement nationale, mais internationale et que (...) le martyre des prolétariats de Hongrie, de Finlande et d'autres pays devrait suffire à épargner au prolétariat occidental d'apprendre à son tour dans le sang quelle est la véritable fonction de la social-démocratie dans l'histoire. Le social-démocratisme tentera fatalement de suivre sa voie jusqu'au bout, mais les communistes doivent se proposer de la lui barrer le plus tôt possible, avant qu'il soit parvenu à planter le poignard de la trahison dans les reins du prolétariat».

C'est dans cet esprit précisément que nous avons voulu évoquer, documents à l'appui (et ce sont des documents qui ruissellent de sang), le rôle de la social-démocratie en Allemagne au cours de cette période cruciale, en nous adressant surtout aux jeunes militants que de longues années séparent de ces «expériences» décisives.

C'est la social-démocratie qui traîna l'héroïque prolétariat d'Europe centrale au massacre mondial. Après la guerre, une fois instaurée la «République des Conseils» avec des socialistes majoritaires et indépendants au gouvernement, c'est la social-démocratie qui décapita l'avant-garde du prolétariat, le privant de ses militants les plus combattifs, semant le désarroi et la panique dans ses rangs – durant ces mois de cauchemar où les Scheidemann et les Noske lâchèrent les «corps francs» de la réaction contre les «criminels spartakistes». Enfin, c'est la social-démocratie qui instaura sur la «terre brûlée» de Berlin et de Munich, de Hambourg et de Dresde, d'Essen et de Brême, le règne de la démocratie bourgeoise dans sa version d'opérette: la République de Weimar. Et pourtant, il faut le dire à la gloire du prolétariat allemand, jamais au cours de ces longs mois et de ces années de batailles ardentes, la social-démocratie ne réussit à empêcher le spectre redouté de la révolution communiste de relever la tête à chaque fois, semblant tirer de ses propres

blessures des forces toujours nouvelles.

L'histoire de cette «fonction de la social-démocratie» est gravée en lettres de feu dans les événements de ces années tragiques, et aucun militant révolutionnaire ne peut se permettre de l'ignorer, d'en éluder les terribles enseignements. C'est justement dans l'Europe centrale du premier après-guerre que les «leçons d'Octobre» ont trouvé leur confirmation la plus grandiose, même si malheureusement cette confirmation resta purement objective, au lieu de devenir partie intégrante de la conscience du Parti, et de le guider dans ce «chemin de Golgotha» (pour reprendre l'expression de Rosa Luxemburg) où l'histoire l'avait condamné à marcher vers une victoire qui semblait proche et qui était au contraire terriblement éloignée.

Toutefois, rappeler ce bilan historique, bilan définitif pour tous les prolétaires de tous les pays, ce n'est encore que la moitié de la tâche qui nous incombe et que nous jugeons nécessaire pour que le parti mondial unique du prolétariat renaisse et, bien plus, possède dès le début les armes théoriques et pratiques indispensables pour le combat qu'il devra mener, et qui aura peut-être à nouveau pour épice l'Europe centrale, et en particulier l'Allemagne. Nous devons aussi regarder l'autre face de la médaille, celle qui porte gravé non plus le museau porcine des Noske-Scheidemann, mais l'effigie héroïque des Liebknecht-Luxemburg, pour comprendre ce qui fut l'autre aspect de la tragédie de l'après-guerre prolétarien en Allemagne: nous voulons parler de l'effroyable retard de la direction politique du prolétariat, face au mûrissement des conditions matérielles et objectives d'une révolution allemande dont les bolcheviks attendaient le salut de la révolution d'Octobre et qui se solda au contraire par une saignée terrible, sans même laisser derrière elle le fil d'une tradition solide à laquelle les générations suivantes auraient pu s'accrocher. Nous devons donc – tâche infiniment pénible et difficile – enregistrer, non pour le mettre aux archives, mais pour en faire la chair et le sang des générations révolutionnaires présentes et futures, le bilan des indécisions, des confusions, des preuves d'immatunité, qui caractérisent, hélas, toutes les forces politiques qui convergèrent dans le Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartakus) à la fin décembre 1918 et au début janvier 1919. C'est cette immatunité qui permit à la contre-révolution dirigée par les sociaux-démocrates de se déchaîner bien avant que les communistes puissent ne disons pas «faire» la révolution, mais la «préparer» et la «diriger», de prévenir à temps cette révolution, d'écraser dans l'œuf les efforts généreux d'une classe ouvrière capable de se battre dans la rue pendant trois longs mois, et de mettre fin aux «folies» de ces «garnements de Karl et de Rosa» – comme disait le «savant» Kautsky en hochant la tête professoralement – et des millions de prolétaires anonymes qui se reconnaissaient instinctivement en eux.

Il n'y a pas eu de «révolution allemande» – comme on le dit trop souvent et comme le répètent les historiens incapables de voir au-delà de la surface des choses – mais une sanglante contre-révolution préventive.

Pleinement justifiée aux yeux de la classe dominante par les tumultueuses agitations de ces ouvriers en bleu de travail ou en uniforme, cette contre-révolution préventive fut déclenchée à une vitesse d'autant plus foudroyante que l'ennemi du prolétariat avait le sentiment confus, mais terriblement exact, que cette armée ouvrière en armes n'avait pas de direction politique – ou du moins que celle-ci s'offrait sans défense aux coups de l'ennemi. Certes, il serait antimarxiste de

prétendre expliquer une tragédie d'une telle portée par des causes purement «subjectives»; de plus, ce serait indigne face à un martyr collectif qui, par son ampleur et sa gravité, n'a peut-être pas d'égal dans l'histoire du mouvement ouvrier. Mais nous ne cherchons pas ici à fournir une «explication»: nous faisons une constatation douloureuse. Si la première peut intéresser les historiens, la seconde doit être utile aux militants. Même une direction révolutionnaire magnifiquement armée peut faillir à sa tâche, s'il manque le concours de circonstances qu'aucune force sociale n'a, par elle-même, le pouvoir de créer. Ce que l'histoire ne pardonne pas aux partis et à leurs directions, ce n'est pas d'être tombés au cours d'une lutte inégale, mais de s'être battus sur une ligne erronée, ou du moins ne leur appartenant pas complètement en propre, et de n'avoir pas transmis à l'avenir la semence ou plutôt, car le terme sent son Évangile, le point d'appui nécessaire pour une vigoureuse reprise. Marx a adressé un hommage vibrant aux communards vaincus, mais cela ne l'a pas empêché de reconnaître et de dénoncer leurs erreurs, d'en tirer une leçon féconde pour les prolétaires appelés à relever dans l'avenir le drapeau de la Commune et à le conduire enfin à la victoire.

### RETARD DE L'AVANT-GARDE POLITIQUE SUR LA DYNAMIQUE DE LA LUTTE DE CLASSE

On a souvent souligné le terrible retard avec lequel, malgré l'épreuve d'août 1914 et l'expérience des mois et des années qui suivirent, le groupe de magnifiques militants révolutionnaires rassemblés autour de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg se sépara du corps putride de la social-démocratie; il ne parvint, en effet, à se constituer en parti qu'à un moment où la bataille, dans l'immédiat du moins, était déjà perdue - et perdue au point que, seulement une vingtaine de jours plus tard, Karl et Rosa étaient assassinés, crime collectif le plus horrible dont le «socialisme» dégénéré se soit sali au cours de sa trop longue histoire.

Dans sa polémique de 1916 avec «Junius» (pseudonyme de Rosa Luxemburg), Lénine avait critiqué cette répugnance des spartakistes à rompre la tradition «unitaire» du Parti, la désignant comme le point faible de Junius, malgré sa tenace opposition au social-patriotisme dominant et sa vibrante revendication de l'internationalisme prolétarien; et il avait formulé le vœu que le groupe «Die Internationale» se libère du poids de cette «inertie historique» et reconnaisse pour ennemis non seulement les fauteurs déclarés de l'«Union sacrée», mais aussi et surtout les partisans sournois de l'opportunisme «centriste» (les Kautsky, les Hilferding). La rupture ne se fit cependant pas en 1916 puisqu'il fallut attendre la fin de 1918 pour qu'elle ait lieu et encore avec beaucoup d'hésitation de la part de ses protagonistes. Il ne s'agit là ni d'un hasard, ni d'une erreur d'appréciation, ni d'un concours de circonstances extérieures inéluctables, mais bien d'un retard dû à la vision théorique que les spartakistes et, avant tout, Rosa Luxemburg, avaient du processus révolutionnaire.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXème, Rosa Luxemburg avait été au premier rang dans la lutte contre le bernsteinisme, le millerandisme, le révisionnisme. Elle avait été des premières (comme le reconnaitra Lénine) à découvrir en Kautsky, au cours des polémiques d'après 1905, le germe (qui plus tard deviendra

un tronc solide) de déviations opportunistes. De façon parfaitement cohérente, elle fut la première en Allemagne à dénoncer la trahison d'août 1914, et à le payer par la prison. Ce qui en 1906 avait été une bourrasque à l'intérieur du parti, provoquée par le contrecoup de la Révolution de 1905 en Russie, était devenu en 1914 une catastrophe générale de la classe; la voie qui en 1906 semblait avoir été perdue de façon temporaire, avait été littéralement abandonnée pour la voie opposée, celle de la classe dominante en 1914. Mais dans la vision de Rosa Luxemburg, cette débâcle s'inscrivait, avec mille autres, dans les pages tournantes du livre séculaire de l'émancipation prolétarienne, dans son «chemin de croix». Rien ne pourrait jamais empêcher le prolétariat de retrouver la voie du marxisme, mais cela ne devait se produire qu'au terme d'un long processus au cours duquel la classe ouvrière toute entière se retrouverait elle-même, dans et par la lutte, c'est à dire parviendrait à la conscience pleine et entière des buts de son mouvement instinctif, à la possession globale et définitive de la doctrine socialiste. Les agents de cette redécouverte ne pouvaient être ni des militants individuels, ni le parti, mais les masses elles-mêmes; et celles-ci n'atteindraient ce but - identifié au socialisme - ni par une illumination divine, ni par une accumulation graduelle de «conquêtes» partielles comme dans la vision aberrante des réformistes, mais au travers de la lutte poussée jusqu'à son expression suprême, la grève générale, qui, en allemand, se dit précisément *Massenstreik*, grève des masses.

C'est précisément au feu de la lutte et même de la guerre de classe que le parti s'était purifié en 1905 et 1906; c'est la grève générale à Petrograd et à Varsovie qui avait apporté une bouffée d'oxygène aux organismes ankylosés des partis occidentaux; la même chose allait se produire, devait se produire maintenant, malgré la guerre et ses lois d'exception. Repris dans le tourbillon de la lutte de classe, le prolétariat dans son ensemble allait reconquérir son programme, et donc son parti; il en brûlerait les scories, il en éliminerait les mauvais protagonistes, bref il reconstruirait cette unité que les chefs corrompus croyaient avoir brisée pour toujours ou avoir pour toujours mise au service de l'ennemi. La réalisation de ce tournant purificateur n'incombait pas à des individus, à des groupes, à des avant-gardes conscientes; tout au plus pouvaient-ils l'accélérer: «Les hommes ne font pas l'histoire de leur plein gré, mais ils la font eux-mêmes. L'activité du prolétariat dépend du degré de maturité atteint par l'évolution sociale, mais l'évolution sociale n'avance pas plus loin que le prolétariat; il est en est le moteur et la cause, autant que le produit et la conséquence. Son action elle-même est un facteur déterminant de l'Histoire. Et si nous ne pouvons pas sauter par-dessus l'évolution historique, nous pouvons, certes, ralentir ou accélérer cette évolution (...). La victoire du prolétariat socialiste est liée aux lois d'airain de l'Histoire, aux mille étapes d'une évolution antérieure pleine de tourments et de trop de lenteurs. Mais cette victoire ne pourra jamais être remportée si, de toute la masse des conditions matérielles accumulées par l'Histoire, ne jaillit pas l'étincelle, la volonté consciente des grandes masses». (Rosa Luxemburg: «La crise de la social-démocratie»).

Fidèle à cette conception, Rosa Luxemburg, à l'égal de tous les spartakistes, n'accepta pas d'être exclue du parti: c'était la direction du parti qui s'était exclue elle-même par sa trahison d'août 1914 et par ses fautes ultérieures, et la Némésis historique sanctionnerait sa condamnation définitive en la jetant irrévocablement

dans la poubelle de la bourgeoisie dominante et de ses saturnales guerrières: «La liquidation du tas de décomposition organisée qui s'appelle aujourd'hui social-démocratie n'est pas une affaire privée qui dépende de la décision personnelle d'un ou plusieurs groupes. Elle se produira inévitablement comme conséquence de la guerre mondiale».

Après avoir longtemps toléré une «opposition» qui lui permettait de fournir une soupape de sûreté à l'indignation et à la rancœur des militants sans porter préjudice au «bien suprême» de l'unité, la social-démocratie majoritaire décida enfin d'expulser le groupe spartakiste en même temps que l'aile «rebelle» des Indépendants. Ceux-ci s'étant officiellement constitués en parti en 1917 – dans le but délibéré de canaliser les prolétaires qui, s'ils avaient été livrés à eux-mêmes, auraient risqué de se radicaliser en se jetant enfin dans les bras des spartakistes –, les spartakistes, qui avaient pourtant aussitôt dénoncé les contorsions cyniques des «indépendants» et démasquer leurs ignobles tartufferies, acceptèrent cependant l'hospitalité qu'on leur offrait hypocritement dans les rangs de ce parti, contre la simple promesse d'une «autonomie» de propagande. Pourquoi cette erreur? Sûrement pas parce qu'ils manquaient de courage nécessaire et suffisant pour se «séparer» (comment reprocher aux futurs martyrs de janvier 1919 de manquer de courage?), mais parce qu'ils y étaient poussés par la logique même de leur vision du processus historique d'émancipation de la classe et de rédemption du parti comme simple résultat de ce processus.

Telle est l'unique explication du retard – plus inexplicable encore apparemment – avec lequel les communistes se constituèrent en parti, après que les indépendants aient partagé durant trois mois avec les majoritaires la scandaleuse responsabilité du gouvernement qui s'efforçait d'assurer le passage indolore, dans cette Allemagne bourgeoise, mais débordante de fermentations révolutionnaires, du régime des Kaiser au régime républicain, et de réabsorber la gigantesque poussée dont les Conseils des ouvriers et des soldats avaient été et continuaient d'être l'expression tangible. Les Conseils étaient condamnés à retomber sous l'influence dominante des indépendants et même des majoritaires, dans la mesure précisément où il n'existait pas un parti révolutionnaire, aux caractéristiques et au programme bien définis, pouvant être la catalyseur au moins de l'avant-garde ouvrière la plus combative, et se différenciant clairement de tous les autres partis, non seulement dans ses proclamations politiques, mais dans son action pratique.

Ainsi s'expliquent également les nombreuses incertitudes et hésitations qui subsistaient dans le Spartakusbund, au moment même où il quittait l'U.S.P.D. pour se constituer en K.P.D.(S), et ce, bien que les indépendants aient exclu Luxemburg et Liebknecht du congrès général des Conseils qui se tint à la mi-décembre, parce qu'ils auraient été de toute évidence des hôtes gênants et dangereux dans une assemblée qui devait sanctionner la totale subordination des Conseils et de leurs organes dirigeants centraux au «Conseil des Délégués du Peuple» (c'est à dire, en termes moins pompeux, au Conseil des ministres de la jeune République allemande) et l'annonce prochaine des élections pour l'Assemblée Constituante. Ainsi s'explique enfin que le nom et les militants du groupe Spartakus aient figuré aux côtés de ceux de l'U.S.P.D. dans des comités de grève et même dans des «comités révolutionnaires», de sorte que le jeune parti communiste subit le chantage de ces

prétendus «cousins» et finit par être la victime de leurs ignobles manœuvres.

Bien entendu, notre jugement critique sur le spartakisme doit être porté dans l'esprit qui était celui de Lénine lorsqu'il commentait, en octobre 1916, les thèses de Junius-Luxemburg contenues dans la brochure «La crise de la sociale-démocratie»: de révolutionnaires à révolutionnaires. Dans la fatale hésitation des spartakistes à rompre avec le centre, à reconnaître le lien entre le «social-chauvinisme» des majoritaires et l'«opportunisme» des indépendants, à donner «une forme complète aux mots d'ordre révolutionnaires et à éduquer systématiquement les masses dans cet esprit» (Lénine), nous devons savoir reconnaître un fait qui n'était pas subjectif et individuel mais objectif et général: la «faiblesse» d'une gauche «enfermée de toutes parts dans l'ignoble filet de l'hypocrisie kautskyste» et soumise à la pression (ou même à la seule force d'inertie) d'un milieu hostile.

Contrairement aux bolcheviks, aucun des spartakistes ne sut reconnaître à temps que «la politique du 4 août» (la trahison de 1914) n'était pas seulement: «le fruit des illusions des dirigeants, qui se dissiperaient sous la pression aggravée des antagonismes de classes. L'expérience a montré que nous nous sommes trompés. D'abord, cette politique n'était pas seulement celle des dirigeants: il y avait derrière elle toute une catégorie de travailleurs qui ne voulaient pas autre chose que les dirigeants. Et ce serait une fatale illusion de vouloir expliquer qu'aujourd'hui, derrière ces chefs, il n'y a pas de masses, ou que, si elles sont derrière eux, c'est seulement parce qu'elles ne sont pas suffisamment éclairées. La scission passe à travers les masses ouvrières elles-mêmes» (Radek en 1916)

C'est parce qu'elle avait été incapable de reconnaître cette dure réalité, que l'avant-garde politique communiste se trouva «en retard» sur le mouvement de reprise (c'est-à-dire sur les premières manifestations de rupture des liens de dépendance entre les masses et l'opportunisme) de mouvements de masse qui allèrent jusqu'à la limite de la guerre civile entre la fin de l'année 1918

### LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE D'ALLEMAGNE (K.P.D.)

Lénine pouvait, en 1916, se demander si ce retard par rapport à la marche impétueuse des faits réels était un «hasard», et souhaiter que ce le soit. Après coup, nous devons hélas affirmer que ce n'en était pas un. Dans un autre passage extraordinairement lucide, également écrit pendant la guerre, Lénine rappelait la bataille mémorable conduite par Rosa Luxemburg en 1905-1906 qui avait amené la social-démocratie allemande à reconnaître la grève générale comme une des armes fondamentales de la lutte de classe. Mais il ajoutait qu'en temps de guerre (et ceci devait valoir également pour lui dans l'ardente période de l'après-guerre) la grève générale se transforme nécessairement en guerre civile et que, si la guerre civile implique nécessairement la grève, elle ne peut cependant s'arrêter là, mais doit aboutir à l'insurrection armée. Or, la vision spartakiste est tout autre. Rien ne le montre mieux que le discours de Rosa Luxemburg au Congrès de fondation du K.P.D., le 1er janvier 1919, discours qui est pourtant le rappel vigoureux de l'essence révolutionnaire du marxisme, et la revendication vibrante d'un «retour au Manifeste du Parti Communiste» contre la répugnante pratique parlementaire et gradualiste de la II<sup>me</sup> Internationale. Ce discours est, en effet, la démonstration

éclatante que, dans la perspective spartakiste, la grève générale n'est pas **une** des manifestations et **un** des moyens de la révolution prolétarienne: elle est son **unique** manifestation et son **unique** moyen, au point de cacher aux yeux des prolétaires (c'est-à-dire pour les communistes d'**exclure**) l'insurrection armée et la fonction centrale et centralisatrice du parti, de l'unique parti révolutionnaire marxiste, dans l'insurrection.

Ce point est d'une importance vitale. Pour Rosa Luxemburg, la passation de pouvoirs de l'équipe de Guillaume II à celle d'Ebert-Scheidemann et la proclamation de la République **étaient déjà une révolution**, et non une simple relève de la garde accomplie contre la révolution frémissant dans les entrailles de l'Allemagne; elles étaient une révolution, avec tout «le caractère embryonnaire, insuffisant, incomplet», avec le «manque de conscience» de toute révolution purement politique. La «lutte pour le socialisme» ne commence que maintenant, c'est-à-dire lorsque la révolution «devient une **révolution économique**, tendant au bouleversement des rapports économiques, et par-là même, et alors seulement, une révolution socialiste». Le socialisme ne s'instaure pas à coups de décrets, fussent-ils promulgués par «le plus beau gouvernement socialiste» (le gouvernement Ebert est donc, malgré tout, un gouvernement socialiste, et ses mesures sont «des mesures socialistes»): «le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire; là où les chaînes du capital sont forgées, c'est là qu'elles doivent être brisées. Cela seulement est du socialisme, c'est ainsi seulement qu'on peut faire le socialisme. *Et quelle est la forme extérieure de la lutte pour le socialisme? La grève. C'est pourquoi nous avons vu que maintenant, dans la deuxième phase de la révolution, c'est la phase économique du mouvement qui est passée au premier plan.*

Le processus révolutionnaire est donc le suivant: retour aux méthodes de la lutte de classe ouverte et intransigeante; extension des grèves à une échelle

### Manifestation de masse à Wilhelmshaven en novembre 1918



toujours plus large, depuis les villes jusqu'aux campagnes; sous l'impulsion de ces grèves, les Conseils des ouvriers et soldats acquièrent «un tel pouvoir que, lorsque le gouvernement Ebert-Scheidemann ou tout autre gouvernement similaire s'écroulera, ce sera véritablement le dernier acte». Déduction logique: «*La conquête du pouvoir ne doit pas se faire d'un seul coup, mais de façon progressive en ouvrant une brèche dans l'Etat bourgeois jusqu'à en occuper toutes les positions et les défendre pied à pied (...). Il s'agit de lutter pas à pas, au corps à corps, dans chaque région, dans chaque ville, dans chaque commune, pour arracher morceau par morceau à la bourgeoisie tous les instruments du pouvoir de l'Etat, et les transmettre aux Conseils des ouvriers et des soldats*». La lutte doit, sans doute, être menée avec une intransigeance et une dureté implacables; mais son but n'est pas la **destruction** du pouvoir d'Etat bourgeois, mais sa **destitution**, et le moyen qui y conduit c'est de «*miner le terrain*, afin de le rendre mûr pour le bouleversement qui couronnera notre œuvre». La révolution se fait donc «par en bas»: «Par en bas, où *chaque* patron se dresse face à ses esclaves salariés; par en bas, où tous les organes exécutifs de la domination politique de classe se dressent face aux objets de cette domination, les masses. C'est là, en bas, que nous devons arracher pas à pas à ceux qui dominent leurs instruments de pouvoir et les prendre entre nos mains»: tâche bien plus difficile que celle des révolutions bourgeoises, «*où il suffisait d'abattre le pouvoir officiel en son centre*»!

Il s'agit là, dans l'ensemble, d'une représentation **inversée** du processus révolutionnaire: au lieu de la prise du pouvoir politique au niveau **central** (qui est également, et inséparablement, destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie), comme prémisses de la transformation économique, on a la conquête du pouvoir politique au niveau **local**, par les moyens de la lutte de classe poussée à son point culminant (la grève générale), comme acte **ne faisant qu'un** avec le «bouleversement des rapports économiques». **Au terme de ce processus**, la catastrophe du régime bourgeois se produit comme la chute fracassante d'un arbre, sous lequel on a «miné le terrain». Elle consiste, selon le «Programme» voté au Congrès, en ce que les ouvriers «s'emparent du *contrôle de la production* et enfin de la direction effective de celle-ci». Ce qui revient comme un leitmotiv obsédant dans cette conception des spartakistes, c'est la vision des «masses prolétariennes qui, de machines sans vie appliquées par le capitaliste au processus de production, apprennent à devenir les gérants (*Lenker*) pensants, libres, autonomes, de ce processus»; qui acquièrent «le sens de leurs responsabilités qui est le propre des membres actifs de la collectivité dans laquelle réside la possession de toute la richesse sociale»; et qui, dans et par la lutte, acquièrent les «vertus socialistes» «de l'assiduité sans le knout du patron, du rendement maximum sans les garde-chiourmes du capitaliste, de la discipline sans le joug, de l'ordre sans la soumission», en assimilant en outre les connaissances et les capacités indispensables pour diriger les entreprises socialistes, car «sans [ces vertus] l'émancipation de la classe ouvrière ne serait pas l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

On comprend donc pourquoi le Programme de la Ligue Spartakus devenue Parti Communiste d'Allemagne **ne mentionne ni la guerre civile** (avant et après la révolution) **ni l'insurrection armée**. On comprend pourquoi un chapitre entier (sur les trois chapitres du Programme) est consacré à la démonstration du fait que «la

révolution prolétarienne n'a pas besoin d'utiliser la terreur... parce qu'elle ne combat pas des individus, mais des institutions, parce qu'elle ne descend pas dans l'arène avec de naïves illusions dont elle devrait venger dans le sang le démenti», parce qu'elle n'est pas «la tentative désespérée d'une minorité pour modeler le monde selon son idéal par la violence, mais l'action des masses gigantesques du peuple, appelées à remplir leur mission historique et à transformer la nécessité historique en réalité». On comprend pourquoi la dictature du prolétariat n'apparaît dans le Programme que comme le moyen de «briser avec une énergie impitoyable et une poigne de fer» la **résistance** acharnée et féroce de la bourgeoisie retranchée dans ses innombrables Vendées et aidée par ses consœurs étrangères, c'est-à-dire avec un rôle purement **défensif**; et pourquoi elle se réduit, sous sa forme la plus générale, à l'«armement du prolétariat» et au «désarmement de la bourgeoisie», considérés comme deux aspects de la *claire vision des buts, de la vigilance et de l'activité* toujours en éveil des masses prolétariennes. On comprend pourquoi le parti, en tant que force non seulement agissante, et à plus forte raison éclairante, mais **dirigeante**, est absent et pourquoi la dictature du prolétariat est identifiée à la «véritable démocratie». On comprend enfin pourquoi, dans sa trop célèbre critique de la révolution bolchevique, Rosa Luxemburg revendique le partage du pouvoir par tous les partis «ouvriers», ou du moins la liberté pour eux de vivre et de faire de l'agitation. On comprend pourquoi le Programme s'achève sur ces célèbres paroles:

«La Ligue Spartakus n'est pas un parti qui voudrait prendre le pouvoir en se servant des masses des travailleurs et en passant par dessus leur tête. Elle n'est que la partie du prolétariat la plus consciente du but, qui indique à chaque instant aux grandes masses ouvrières leurs tâches historiques et qui dans chacune des étapes de la révolution représente le but final socialiste et dans chacune des questions nationales les intérêts de la révolution mondiale (...). La Ligue Spartakus refuse également de prendre le pouvoir *pour la seule raison* que les Scheidemann et Ebert ont fait faillite et que les indépendants se sont engagés dans une impasse en collaborant avec eux. Elle *ne prendra jamais le pouvoir autrement que portée par la claire et indubitable volonté de la grande majorité de la masse prolétarienne en Allemagne, par l'adhésion consciente de celle-ci aux idées, aux buts et aux méthodes de lutte de la Ligue Spartakus. La victoire de la Ligue Spartakus ne se situe pas au début, mais à la fin de la révolution; elle s'identifie à la victoire des masses gigantesques du prolétariat socialiste*».

Nous sommes revenus au point de départ. La conquête du **pouvoir politique central** n'est pas la **prémisse nécessaire, indispensable** de la transformation économique (qui est en même temps une «transformation des hommes», une révolution des «consciences»); elle est le **point d'arrivée** d'un processus de conquête des leviers de commande politiques mais surtout économiques, «de bas en haut», par la force brute de l'action revendicative poussée à son plus haut niveau, la grève générale. Elle ne **précède** pas la réalisation, nécessairement longue et complexe, du socialisme: mais elle **coïncide** avec cette réalisation même. Elle exprime l'**adhésion complète** de la classe ouvrière dans son ensemble aux buts du socialisme; et le parti est le **reflet** de cette «prise de conscience» globale, et non l'**organe** de la conquête révolutionnaire préalable du pouvoir politique et de l'exercice dictatorial du pouvoir

en conjonction avec l'élan des masses laborieuses, élan instinctif mais influencé par le travail de propagande, d'agitation et d'encadrement du parti; sinon, la révolution ne serait pas socialiste, puisqu'elle ne serait pas «l'œuvre des prolétaires eux-mêmes».

La conclusion que nous pouvons tirer de ceci, c'est, avant tout, que cette conception s'écarte radicalement du marxisme restauré par la révolution bolchevique et, déjà, par la lutte théorique du parti de Lénine. Elle est au contraire une convergence (presque un magma) de courants étrangers au marxisme, qui vont du spontanéisme au socialisme d'entreprise, du conseilisme au syndicalisme révolutionnaire, de l'ouvriérisme à l'éducationnisme idéaliste et humaniste. C'est pourquoi il n'y a pratiquement pas de ligne de démarcation, à l'origine, entre le K.P.D. et le courant qui formera plus tard le K.A.P.D. d'une part, entre le K.P.D. et les multiples variantes du syndicalisme ou mieux l'«unionisme» à la De Leon (y compris dans la version sans parti des I.W.W. ou des «shop stewards») d'autre part. En deuxième lieu, la parabole ultérieure du mouvement communiste en Allemagne est incompréhensible (pour qui ne veut pas s'arrêter à la surface des choses au jugement des individus, aux commérages des «luttres de pouvoir»), si on ne remonte pas aux racines théoriques et politiques du mouvement.

Nous avons dit qu'il n'y avait «pratiquement pas de ligne de démarcation», car le Congrès de fondation révéla que si le spartakisme était vulnérable à ses influences **immédiatistes** (terme plus adéquat que celui de «syndicalistes» utilisé à l'époque, y compris par notre fraction), d'autres courants qui avaient convergé dans le K.P.D. s'en faisaient les porte-parole sans avoir les «anticorps» théoriques qui empêchaient Rosa Luxemburg, Leo Jogisches et autres, de se laisser emporter: il s'agit, en particulier, des «communistes internationalistes» (I.K.D.) de Hambourg et Brême.

Ces deux groupes, surtout le second, avaient une longue tradition de critique radicale non seulement du social-chauvinisme majoritaire, amis même de l'opportunisme kautskien. Dès 1916, mais surtout depuis 1917, ils avaient opposé à la formule spartakiste «ni scission, ni unité, mais *reconquête du parti par en bas*», le mot d'ordre de la scission ouverte et immédiate, déplorant vivement l'adhésion, même conditionnelle, du groupe *die Internationale* (c'était alors le nom des spartakistes) à l'U.S.P.D. Tout en reconnaissant que les spartakistes étaient la seule force révolutionnaire ayant survécu au naufrage du mois d'août 1914, et la seule disposant d'un réseau national au moins embryonnaire, ils éprouvaient une forte méfiance, suscitée par la répugnance des spartakistes à faire la scission, à l'égard de ces derniers: c'est pourquoi les I.K.D. ne décidèrent de se fondre en Spartakusbund qu'à la conférence du 15-17 décembre 1918 à Berlin, lorsque l'obstacle fondamental de leur adhésion au parti indépendant avait disparu (29 délégués des I.K.D. étaient présents au Congrès de fondation du K.P.D. aux côtés des 83 spartakistes). Ils apportaient dans le nouveau parti le prestige d'une position intransigeante de plus longue date que celle des autres courants de gauche de la social-démocratie, mais aussi le poids d'une formation idéologique bien plus proche de l'Américain De Leon ou du syndicalisme révolutionnaire latin que du marxisme: culte de la «spontanéité sans centralisation et donc sans efficacité» (comme aurait dit Engels), opposition masses-chefs, fédéralisme organisationnel (1), exaltation de la «démocratie ouvrière» incarnée dans les Conseils, accent mis

sur la lutte économique aux dépens de la lutte politique, réduction de la fonction du parti à un rôle d'éducation des consciences (et même, dans certains groupes, négation du parti), etc.

Mais malgré les résistances, de Rosa Luxemburg en particulier, devant des formulations de toute évidence étrangères au marxisme, le terrain spartakiste était prêt dans une certaine mesure à en recueillir et à en cultiver le germe dans le climat brûlant de la fin de l'année 1918. C'est ce qu'on peut voir d'après les discussions au sein du K.P.D. sur les trois points suivants: attitude face aux organisations économiques traditionnelles (les syndicats de métier), parlementarisme révolutionnaire, organisation du nouveau parti. En ce qui concerne le premier point, après que Fröhlich eût soutenu la thèse de l'abandon immédiat des syndicats pour des organisations unitaires économique-politiques «dont la base est constituée par les groupes de nos militants dans les usines», et que Rosa Luxemburg lui eût opposé la thèse – pour d'autres raisons analogues –: «Les fonctions des syndicats sont désormais assurées par les Conseils des ouvriers et des soldats et par les Conseils d'usine», la question fut renvoyée à une commission spéciale, le Congrès ayant considéré que la question réclamait un examen plus approfondi (il était d'ailleurs sensible à la démagogie facile du mot d'ordre: «Hors des syndicats»). Sur le deuxième point (étant entendu par ailleurs l'aversion unanime envers le parlementarisme et la volonté unanime de travailler à sa destruction), la thèse qui l'emporta nettement fut celle d'un abstentionnisme fondé non sur les arguments purement marxistes développés à la même époque par notre Fraction, mais sur l'horreur pour les chefs, qui foulent aux pieds l'«autodétermination des masses». Sur le troisième point, le Congrès adopta à l'unanimité la motion Eberlin qui faisait reposer la nouvelle structure organisationnelle du Parti: 1) sur le modèle des Conseils d'usine, à partir des groupes communistes constitués en leur sein; 2) sur la «totale autonomie des organisations [locales]», qui «ne doivent pas attendre les mots d'ordre d'en haut, mais travailler de leur propre initiative», de sorte que la Centrale n'a plus qu'un simple rôle d'«unification de ce qui se produit au dehors, et de direction politique et spirituelle».

### LE CALVAIRE DU SPARTAKISME

Il n'est que trop clair que, constitué tardivement sur des bases peu sûres, le Parti Communiste allemand traînait derrière lui un lourd héritage d'incertitudes et même de confusion: sa «base» était combative, mais avait des tendances barricadières; quant à son «sommet», contre lequel se déchaînaient sauvagement toutes les forces

(1) Radek rappelle que Knieff lui avait fait part de ses doutes sur la possibilité de se fondre avec les spartakistes: «Ce ne sont pas des léninistes; ils sont... pour la centralisation» - ce qui est d'autant plus stupéfiant que le Spartakusbund avait et revendiquait une structure constitutionnellement élastique et, si on la compare au centralisme bolchevik, quasi fédéraliste. L'ébahissement de Radek n'eut d'égal que celui qu'il avait éprouvé devant le refus par principe de la terreur chez Rosa Luxemburg, qui s'indignait du fait qu'un vieux camarade de lutte comme Dzerjinski ait pu accepter de diriger... la Tcheka!

de la contre-révolution, dirigées par le gouvernement des socialistes majoritaires (ce que la participation des Indépendants dissimulait à l'extérieur), il restait assujéti à la fascination de l'«unité ouvrière».

Durant de longs mois, de la fin de 1918 au printemps de 1919, le jeune parti et les masses prolétariennes qui menaient une lutte confuse certes, mais farouche, payèrent de leur sang un tribut plus lourd encore qu'en Finlande et en Hongrie, malgré le cynisme féroce de la réaction après l'échec des tentatives révolutionnaires dans ces pays; et ils le payèrent non pour une révolution achevée, mais pour une révolution que la classe dominante et ses sbires étaient bien décidés à empêcher; durant ces mois de cauchemar, le jeu macabre qui se produira à Budapest se répéta continuellement.

### Janvier, Berlin:

Les mouvements éclatent sous l'égide des «Indépendants». Non seulement le K.P.D. accepte de souscrire à des proclamations communes avec l'U.S.P.D. et les Revolutionäre Arbeiter (les «hommes de confiance révolutionnaires», délégués syndicaux), mais il entre dans un «Comité révolutionnaire» hybride, oscillant entre putschisme verbal (directives pour le «combat de rues») et une pratique de négociations en coulisse avec le gouvernement. De sa propre initiative, Liebknecht accepte même de faire partie du triumvirat de direction avec un indépendant, Ledebour, et un R.O., Scholze, dans l'illusion de pouvoir ainsi renverser le gouvernement et prendre le pouvoir (Rosa Luxemburg déplorera vivement cette initiative, mais seulement parce que la situation n'est pas mûre, non pour des raisons de

### 1918 Troupes insurgées



principe).

Le 10 janvier, les représentants spartakistes sortent de ce Comité pompeux et impuissant en dénonçant sa complicité avec l'ennemi. Mais, à cette date, les mercenaires recrutés par Noske parmi les pires épaves de l'armée prussienne, et auxquels se sont joints des volontaires sociaux-démocrates, ont réussi à déloger les manifestants des sièges de journaux (ils avaient occupé seulement des journaux !), en profitant de la défection des «Indépendants» et de la lassitude des ouvriers désorientés par les mots d'ordre contradictoires. Mais c'est seulement contre les «bandits armés», contre les «fous et les criminels de la Ligue Spartakus» que la féroce flicaille aux ordres du gouvernement se déchaîne sans frein ni scrupule. Fidèles jusqu'au bout à une «spontanéité» des masses, certes héroïque, mais «dépourvue de centralisation» parce que dépourvue de ligne politique, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg tombent victimes d'un double crime perpétré de sang-froid (le plus horrible de ces mois et années cruels) après de terribles tortures.

### Février, Ruhr:

Après l'éclatement puis la répression par les balles social-démocratiques des tentatives révolutionnaires de Hambourg, Brême, Halle, Düsseldorf, la campagne pour la «socialisation» (!!!) des mines s'ouvre dans la Ruhr. Elle est dirigée de concert par les communistes, les indépendants, et des représentants de la «base» des socialistes majoritaires. Ceux-ci se retirent juste à temps pour laisser le champ libre à la répression féroce de la Reichswehr, que Noske avait reconstituée pour lui confier des fonctions policières exceptionnelles. Peu après, dans la région de Halle, spartakistes, indépendants et majoritaires proclament une nouvelle fois la grève générale pour une «socialisation par en bas» (!!!) et pour la «démocratisation des entreprises»: nouvelle désertion des sociaux-démocrates, nouvelles hésitations des Indépendants, massacre final des spartakistes.

### Mars, Berlin:

L'immense vague de grèves reflue de l'Allemagne centrale sur la capitale, où naît un énième Comité de grève à trois, dont les majoritaires se retirent rapidement. L'agitation est puissante, mais confuse. Elle est dirigée par les spartakistes et, au début, par les «délégués révolutionnaires» qui finiront par les abandonner. Le comité s'efforce tant qu'il peut d'empêcher que le mouvement ne tombe dans un putschisme aventuriste, mais aux grévistes se mêlent toutes sortes d'éléments, soldats démobilisés, déracinés venant de la petite ou grande bourgeoisie. Noske s'écrie: «La brutalité et la férocité des spartakistes qui se battent contre nous me forcent à donner l'ordre suivant: quiconque sera pris les armes à la main et combattant le gouvernement sera fusillé séance tenante», et il lâche ses tueurs sur la capitale. Il y aura de 1 500 à 3 000 morts, parmi lesquels Leo Jogisches.

### Avril, Munich:

Tandis qu'une «répression simple et sanglante» s'abat encore sur la Ruhr, puis

sur la Saxe (avec des séqueles qui se prolongeront jusqu'à la mi-mai), un groupe d'indépendants et de majoritaires monte la farce consistant à proclamer une République des Conseils en Bavière. Les communistes dénoncent cette ignoble manœuvre démagogique, mais ils cèdent ensuite aux pressions des indépendants, mêlés à des anarchistes et à des aventuriers de provenance diverse: ils se mettent alors à défendre le «pouvoir des Conseils», que leurs alliés se préparent en sous-main à livrer au ministre majoritaire Hoffmann, alors général en chef des forces de répression. Le 1er mai, restés seuls à la tête d'une République des Conseils improvisée par d'autres (on connaît le télégramme anxieux de Lénine indiquant les mesures élémentaires et indispensables qui doivent être prises, mais qui ne le seront jamais parce qu'ils n'en auront pas eu le temps), les spartakistes seront féroce-ment éliminés. Avec un superbe mépris de la mort, Eugen Léviné affronte le peloton d'exécution au milieu des hurlements d'une petite-bourgeoisie assoiffée de vengeance. Les quelques exécutions d'otages auxquelles le «pouvoir des Conseils» a procédé et qui ont frappé les lâches adhérents de la «Société de Thule» (représentants de cette lie raciste qui fera plus tard la fortune du nazisme) fournissent le prétexte d'un énième carnage. Trois mois plus tard, la République Soviétique hongroise de Bela Kun tombera, elle aussi, victime de l'«unité», simple paravent de la politique de trahison des sociaux-démocrates de gauche, la seule dont ils fussent congénitalement capables.

La hantise de l'«unité prolétarienne» à tout prix coûte cher – écrivait «Il Soviet», organe de notre courant – au sujet des événements de Munich et de

### Barricades à Berlin - janvier 1919



Budapest. Le jeune parti allemand, lui, la paya du sacrifice de ses meilleurs militants, de la désorganisation des survivants et de l'isolement du parti par rapport aux masses qui étaient toujours sur le pied de guerre, mais cruellement décimées et désorientées.

Et cette hantise fut d'autant plus forte qu'après le remplacement de Karl et de Rosa par des dirigeants qui n'avaient pas leur trempe révolutionnaire comme Lévi et Zetkin, l'horreur dont la direction du parti avait toujours témoignée à l'égard du «putschisme» (et qui était justifiée en tant que réaction contre la tendance à «jouer avec l'insurrection», comme aurait dit Engels) s'accrut au point de se transformer au cours de l'année 1920 en une renonciation à la perspective même de l'insurrection et en un légalisme timoré et dégradant qui, par une tragique ironie, ne pouvait que raviver les nostalgies unitaires.

Lévi sera exclu en 1921 pour avoir répudié publiquement la scission de Livourne comme «trop à gauche» et dénoncé l'action de mars en Allemagne comme putschiste et téméraire; Zetkin restera, mais ce sera pour se porter garant quelques temps plus tard, de la possibilité de construire «le socialisme dans un seul pays», selon les vœux du père des peuples, Joseph Staline!

Le «putschisme» fut liquidé officiellement (en termes d'ailleurs corrects) à la Conférence nationale des 14 et 15 juin à Berlin. Polémiquant avec les syndicalistes révolutionnaires qui se trouvaient au sein du K.P.D., cette même Conférence affirma la nécessité «pour les exigences de la lutte en ce moment [seulement en ce moment ?], 1°) que le prolétariat s'organise en parti politique; 2°) que, dans le stade actuel [encore!] de la lutte révolutionnaire, l'organisation de ce parti soit rigoureusement centraliste». Le K.P.D. était évidemment en train de se ressaisir sous l'impulsion énergique des bolcheviks. Dans un des magnifiques articles écrits peu avant sa mort, Rosa Luxemburg avait affirmé en toutes lettres: «L'état actuel du prolétariat berlinois, dépourvu d'une direction et d'un centre d'organisation, ne peut plus durer» («*La démission des chefs*», dans *Die rote Fahne*, 11 janvier). Mais la reconnaissance de cette nécessité n'était jamais allée au-delà de l'affirmation que «si la victoire du prolétariat, si le socialisme ne doivent plus rester un rêve, les ouvriers révolutionnaires doivent se créer des organes dirigeants capables de guider et d'utiliser l'énergie combative des masses»; elle n'était donc jamais allée jusqu'à reconnaître le rôle central du Parti, et moins encore d'un parti centralisé. Dans son dernier article «*L'ordre règne à Berlin*», ne disait-elle pas: «Il a manqué une direction, mais la direction peut et doit être créée ex-novo par les masses seules, et dans les masses: les masses sont l'élément décisif, elles sont le roc sur lequel on bâtit la victoire de la révolution!»?

Il ne fait pas de doute que Rosa Luxemburg avait eu une conscience aiguë des dangers du putschisme et, pourtant, ce n'est pas à elle mais à Radek que, non comme individu, mais comme porte-parole du parti bolchevik et de l'Internationale, revient le mérite de les avoir dénoncés. Dès le 9 janvier, il mettait en garde le Parti Communiste allemand contre le manège des forces convergentes de la contre-révolution, l'adjurant de ne pas se laisser entraîner à prendre la responsabilité de mouvements prématurés dans une situation où «ce ne sont pas les communistes, mais les sociaux-patriotes et les indépendants qui dominent les Conseils d'ouvriers et de soldats», et l'invitant, puisque l'action était désor-

mais décidée et qu'il ne pouvait éviter de se battre, à lui donner «le caractère d'une action de protestation» (et non d'une attaque insurrectionnelle).

Seul Radek osa rappeler (dans ses déclarations qui auraient pu être les nôtres et que les bolcheviks oublieront trop vite) que dans la phase prérévolutionnaire de février à octobre 1917, les bolcheviks n'avaient pas eu «à soutenir des combats aussi durs que ceux de janvier... où l'on sacrifie absurdement tant de vies»; en effet, les bolcheviks possédaient des organisations de masse, ils ne se heurtaient pas à des organisations ouvrières devenues «la base de la contre-révolution» et ils n'avaient pas en face d'eux une bourgeoisie encore terriblement puissante comme la bourgeoisie allemande. Aucun représentant de la gauche allemande n'aurait pu faire la prévision lucide de Radek: «La guerre civile en Allemagne [nous aurions dit, avec Lénine: dans tout l'Occident] sera beaucoup plus féroce et destructive que chez nous en Russie».

## LE CONGRES DE HEIDELBERG

C'est cette conscience du danger mortel du putschisme, ainsi qu'une vision théorique supérieure, qui inspira les thèses du Congrès de Heidelberg d'octobre 1919 dont Amadeo Bordiga souligna, aussitôt après en avoir pris connaissance, la parfaite orthodoxie marxiste (cf. «*Le Parti Communiste allemand*», *Il Soviet* du 11 avril 1920), mais qui sont extrêmement éloignées du courant authentiquement luxemburgiste.

Dès le début, les «*thèses sur les principes et la tactique communistes*» mettent au premier plan la prise du pouvoir et la dictature prolétarienne, comme conditions de «la substitution de l'organisation socialiste de la production aux rapports capitalistes d'exploitation». Elles affirment qu'à tous les stades qui précèdent la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat «*la révolution est une lutte politique des masses prolétariennes pour le pouvoir politique*». Elles confient «la direction de la lutte révolutionnaire de masse» au parti. Elles définissent comme «contre-révolutionnaire le fait de renoncer à s'organiser en parti ou de confiner le parti à une pure tâche de propagande»; elles réclament «la centralisation la plus rigoureuse», condition pour que le parti puisse accomplir ses tâches historiques en période révolutionnaire (précision restrictive qui est peut-être un écho de nostalgies fédéralistes?), et la revendiquent également pour les organisations économiques.

Reconnaissant l'importance capitale des Conseils ouvriers dans le processus révolutionnaire, les thèses affirment cependant que ce ne sont pas des statuts, des règlements électoraux, etc. qui peuvent leur donner vie, mais l'élan des prolétaires en lutte pour la conquête du pouvoir. Elles affirment que les communistes doivent travailler dans les organisations économiques pour en faire des instruments de la lutte politique; elles qualifient d'utopie petite-bourgeoise «l'idée qu'on puisse les produire au moyen d'une formule d'organisation spéciale des mouvements de masse, et donc que *la révolution soit une question de forme d'organisation*» (souligné par nous).

Les thèses sur le parlementarisme ne laissent aucun doute sur la nécessité d'abattre le parlement en tant qu'organe de domination de la bourgeoisie; elles

nient que le parlementarisme soit un moyen pour la conquête de l'exercice du pouvoir de classe du prolétariat, et le préconisent comme un pur expédient tactique pour élargir l'influence du parti sur les masses au moyen des élections et de la tribune parlementaire.

L'inspiration des thèses sur la question syndicale est également correcte et en accord avec la nôtre. Elles repoussent la théorie syndicaliste qui propose des organisations uniques, c'est-à-dire à la foi politiques et économiques, et nie la fonction du parti. Elles réaffirment la nécessité d'élever la lutte économique au niveau d'une lutte politique pour la conquête du pouvoir. Enfin, elles condamnent aussi bien la désertion par les communistes des syndicats dirigés par des opportunistes, qui équivaldrait à abandonner les larges masses au joug impitoyable des forces contre-révolutionnaires, que la prétention des «dissidents» à constituer des organisations économiques restreintes sur la base d'une affiliation politique ou, plus généralement, de professions de foi idéologiques des adhérents.

Toutes ces thèses annoncent donc les positions prises plus tard par le IIème Congrès de l'Internationale et qui s'écartent fondamentalement de la plate-forme du Congrès constitutif du K.P.D. On peut regretter seulement l'imprécision de certaines formules comme «la lutte des masses prolétariennes pour le pouvoir est menée par tous les moyens politiques et économiques» (formule déjà condamnée par «Il Soviet» dans le programme des Indépendants). On peut aussi regretter qu'elles justifient le «parlementarisme révolutionnaire» en distinguant les «petits» moyens (précisément la lutte parlementaire pour la propagande contre le parlement) et les «grands» moyens (le boycottage du parlement et des élections), car cette distinction rappelle la vieille et absurde dichotomie entre programme maximum et programme minimum. La formule même de «parlementarisme révolutionnaire» était d'ailleurs non seulement insuffisante, mais dangereuse, comme le rappelle l'article d'«Il Soviet» cité plus haut, car nous devons toujours montrer clairement au prolétariat l'antithèse radicale entre la dictature communiste et la démocratie, qui est «à la fois le masque et le rempart de la dictature du capital».

Mais le meilleur des programmes ne peut suffire pour redresser un parti hétérogène de naissance, et tiraillé depuis le début entre des exigences contradictoires aussi bien à l'intérieur que, et surtout, à l'extérieur. La condamnation du «syndicalisme» sous sa forme la plus idéaliste (dont nous reparlerons à propos du K.A.P.D.) au Congrès de Heidelberg avait été correcte et énergique. Mais les sections de Hambourg et de Brême - groupes confus et peu orthodoxes, mais encore mal définis, et d'autre part animés d'un généreux instinct révolutionnaire -, furent invitées à accepter sans discussion les thèses officielles ou à s'en aller.

Dans un parti qui avait encore besoin de se former idéologiquement, pareil ultimatum portait à soupçonner la direction d'avoir voulu se débarrasser de contradicteurs gênants pour donner libre cours à une pratique essentiellement légaliste (soupçon que notre Fraction ne manqua pas d'exprimer), et constituait de toute façon un signe d'intolérance... caporalesque, que les bolcheviks furent les premiers à déplorer. De même, la condamnation de l'hypocrisie des Indépendants semblait irrévocable, mais les mois qui suivirent démontrèrent qu'on avait pas vraiment assimilé le cri final de Rosa Luxemburg: «Le règlement de compte avec les scheidemanniens présuppose la liquidation de l'U.S.P.D. qui sert de bouclier pro-

tecteur aux Ebert et Scheidemann» et que l'isolement dans lequel une persécution féroce enfermait chaque jour davantage les spartakistes, ravivait – du moins «au sommet» - le vieux regret d'avoir rompu avec l'U.S.P.D. Le centralisme est un des piliers de la doctrine communiste; mais le fait que la Centrale du P.C. allait l'adopter après une longue tradition à demi-fédéraliste et sans une préparation sérieuse au sein du parti, pouvait bien faire penser qu'elle voulait surtout avoir les coudées franches pour manœuvrer en direction des «cousins» Indépendants. Il est compréhensible que, persécuté, décimé, réduit à un minimum de contacts avec les masses encadrées dans les deux partis sociaux-démocrates et dans leurs gigantesques syndicats, le K.P.D. ait souffert de son isolement. Mais c'est par contre une chose monstrueuse qu'il en ait tiré des conclusions comme celles qui s'exprimeront dans le rapport de Levi à Moscou: «De tout ceci, nous tirons la même leçon que ce deuxième Congrès de l'Internationale Communiste a tirée pour les prolétaires de tous les pays (!): dans des périodes révolutionnaires où les masses se radicalisent, contrairement aux périodes où le processus de transformation dans un sens révolutionnaire est plus lent et plus pénible, la primauté des groupes d'opposition radicaux et communistes dans les grands partis est avantageuse (!) pourvu qu'ils aient la possibilité de se montrer à visage découvert et de mener leur agitation et leur propagande sans obstacles. Aujourd'hui, le problème le plus important pour le développement du prolétariat en Allemagne dans un sens révolutionnaire et de savoir comment arracher à la direction de l'U.S.P.D. les masses révolutionnaires du parti indépendant, qui sont profondément communistes et ont déjà livré des centaines de combats. Ce problème ne se poserait pas si le Spartakusbund [dit avec regret Levi] avait utilisé la possibilité qu'il avait à continuer à développer son

### Conseil des ouvriers et soldats de Gruben



activité au sein de l'U.S.P.D.». Condamner l'abandon des syndicats traditionnels, c'est-à-dire des grandes masses organisées, et leur remplacement par des «unions» sur la base étroite d'une affiliation, même générale, aux idées communistes, était une excellente chose. Mais (contrairement à ce que feront les thèses du IIème Congrès de l'Internationale), les Thèses de Heidelberg ne faisaient même pas allusion au fait que – pour reprendre nos paroles de l'époque – «dans certains cas, la corruption des chefs réformistes peut atteindre un niveau tel, qu'il devient nécessaire d'abandonner à lui-même un organe qui est déjà complètement pourri», comme par exemple l'énorme confédération syndicale allemande. Et cela était une lacune grave.

La «bolchevisation» du spartakisme était donc peu solide et le fameux putsch de Kapp de mars 1920 ne le prouva que trop.

### LE PUTSCH DE KAPP

Nous avons dit que le putsch de Kapp-Luttwitz (13-17 mars 1920) avait apporté la preuve du faible degré de bolchevisation du K.P.D. On sait que ce coup de main, œuvre des partisans du Kaiser et du pouvoir des junkers et donc mal vu de la grande bourgeoisie elle-même, échoua misérablement grâce à la grève immédiate des ouvriers, d'une part, et à la ferme décision des syndicats de sauver la jeune République de Weimar, d'autre part, dans une situation qui ressemblait, surtout dans la Ruhr, à la veille d'une guerre civile. Or, la Centrale du Parti Communiste fit preuve d'abord d'une regrettable passivité, ensuite d'une incroyable précipitation dans l'action. Elle commença par déclarer que la querelle entre République et monarchie n'intéressait pas directement les ouvriers (mais la question était bien plus vaste: derrière Kapp-Luttwitz se tenaient les corps francs décidés à en finir avec l'«insubordination» chronique du prolétariat allemand!); elle commença aussi par mettre en garde contre les dangers d'une grève générale que la classe ouvrière aurait raison de déclencher et déclencherait sûrement «dans les circonstances et avec les moyens qu'elle jugerait les plus opportuns» (comme s'il était toujours possible à la classe opprimée de choisir le bon moment pour agir, et comme si on ne devait recourir à la grève générale que pour les objectifs politiques finaux!); ensuite, sous la pression de la formidable levée en armes de la classe ouvrière, elle opéra un tournant à 180° en mobilisant les ouvriers sur le mot d'ordre «Tout le pouvoir aux Conseils!», comme si le problème était d'abattre l'Etat bourgeois, de but en blanc et sans aucune préparation, et non de se défendre par les armes. Le candidat à la dictature, Kapp, s'enfuit sur le conseil des industriels eux-mêmes: «L'unanimité entre les ouvriers est telle – lui avait dit Ernst von Borsig – qu'on ne peut pas distinguer les agitateurs des millions d'ouvriers qui ont arrêté le travail». Le *bonze* syndical n°1, Legien, sensible à l'état d'esprit des ouvriers, décida alors de prolonger la grève jusqu'à ce que le gouvernement de ses compères sociaux-démocrates ait donné de sérieuses garanties de réforme: avant tout éliminer Noske et prendre des mesures énergiques pour prévenir les attaques contre la République et contre les associations politiques et économiques du prolétariat. Pour renforcer et concrétiser ces revendications, Legien se fit le promoteur auprès de l'U.S.P.D. de la constitution d'un «gouvernement ouvrier» où seraient représentés les trois partis

issus du vieux tronc de la sociale-démocratie d'avant-guerre, ainsi que les syndicats.

C'est à partir de ce moment que le magnifique prolétariat allemand, qui s'est lancé à corps perdu dans la lutte dans tous les centres industriels, du nord au sud, de l'est à l'ouest, assiste à un pénible carrousel d'ordres et de contre-ordres, de manœuvres et de contre-manœuvres, d'avances et de reculs. L'U.S.P.D., pour ne pas perdre la face à gauche et pour ne pas se brûler à droite, repousse la proposition de participer au gouvernement. Les délégués du K.P.D., parmi lesquels W. Pieck (premiers pas... glorieux d'une future gloire stalinienne) se déclarent «disponibles», mais ils sont aussitôt démentis par la Direction qui affirme n'avoir «jamais soutenu la proposition de former un gouvernement de coalition avec les syndicats et les Indépendants». Le soir du 22 mars, ces derniers, tout en répétant qu'ils ne veulent pas assumer de charges ministérielles, proclament que les contre-propositions «pacificatrices» du nouveau cabinet social-démocrate, le cabinet Müller, sont acceptables, et ils votent pour la cessation de la grève ce qui d'ailleurs se produira (plus subtile, la prétendue «gauche» des Indépendants suggère qu'elle soit «interrompue»!). Mettant fin au jeu de bascule entre la léthargie et la politique de conciliation, le K.P.D. invite les ouvriers à dénoncer la trahison social-démocrate et à poursuivre la grève. Le jour suivant, cependant, il annonce que, puisque «les bases objectives pour la dictature du prolétariat» font défaut, et qu'il est nécessaire d'abord de travailler à la conquête des masses laborieuses au communisme, il considère comme «de la plus grande importance (...) une situation où on puisse utiliser la liberté politique sans limites ni interdictions, et où la démocratie bourgeoise n'ait pas la possibilité (!!!) d'agir comme la dictature du capital». S'inspirant de ces considérations stratégiques, le K.P.D. déclare qu'il considère «la formation d'un gouvernement social-démocrate dont seraient exclus les partis capitalistes bourgeois, comme une condition pour l'action autonome des masses et pour qu'elles se préparent à exercer la dictature prolétarienne. Il pratiquera [donc] à l'égard de ce gouvernement une opposition *loyale*, tant que celui-ci fournira les garanties nécessaires pour l'entrée en fonction des masses, tant qu'il combattra [attends toujours!] la contre-révolution bourgeoise par tous les moyens à sa disposition, et ne s'opposera pas au renforcement social et organisationnel de la classe laborieuse». Enfin, le K.P.D. ajoute que «*par opposition loyale, il entend la renonciation à préparer une action violente, tout en gardant bien entendu sa liberté d'agitation politique pour ses propres buts et pour ses propres mots d'ordre*».

Cette déclaration provoque une levée de boucliers dans de larges couches du parti. Ayant les mains libres, le gouvernement social-démocrate offre à la Reichswehr de von Seeckt l'occasion de prendre sa revanche en éteignant par la force les foyers insurrectionnels dans la Ruhr et ailleurs, et en versant à nouveau le sang des prolétaires malgré les scandaleux accords de... pacification de Bielefeld et les efforts des dirigeants communistes locaux et centraux pour empêcher les manifestants d'aller trop loin (mais, dans de telles conditions, la répression se déchaîne aussi, et peut-être **surtout**, si on se tient tranquille!). Attaqués par les majoritaires, trahis par les indépendants, désorientés par les spartakistes, les ouvriers finissent par céder les armes au bout de quelques jours. C'est maintenant aux tribunaux de

## UN MAL ANCIEN ET TENACE

Ces tristes événements suscitent dans le parti une kyrielle de récriminations, d'accusations, de défections. Peu de militants comprennent qu'en réalité le mal vient de plus loin. Dans une violente philippique, Radek écrit – et il n'a pas tort – que «l'anti-putschisme [des dirigeants du parti] les a conduits à une sorte de quietisme: de l'impossibilité, démontrée expérimentalement en 1919, de conquérir le pouvoir en Allemagne, ils ont déduit, en mars 1920, l'impossibilité de l'action en général, conclusion qui était déjà fausse l'année dernière». Peu après, au IV<sup>e</sup> Congrès du K.P.D., il les accuse d'avoir agi en «raisonneurs plutôt qu'en combattants», en substituant au «crétinisme parlementaire» social-démocrate une sorte de «crétinisme gouvernemental», une variante communiste du «possibilisme». Quelques jours plus tard, bénéficiant d'une gloire imméritée pour n'avoir pas participé à la déplorable manœuvre, les «extrémistes», déjà expulsés au Congrès de Heidelberg, se constituent en Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (K.A.P.D.). C'était la fin d'un cycle. Un autre plus heureux allait-il commencer ?

«Il Soviet», organe de la Fraction Communiste Abstentionniste, n'avait pu suivre les tragiques événements de mars qu'avec retard et de seconde main, comme d'ailleurs toute la presse socialiste en Italie. Mais il avait aussitôt dénoncé la trahison des majoritaires et des indépendants réunis, et tout en étant d'accord avec les thèses votées par le K.P.D. à Heidelberg l'année précédente, il n'avait pas manqué de déplorer les incertitudes, les oscillations, les tendances légalistes de la centrale du Parti. Le 28 mars, il s'était demandé: «Spartakus parviendra-t-il à se relever, à travers la réaction ouvertement militariste, contre la réaction des renégats du socialisme? Le prolétariat vengera-t-il ses morts héroïques de janvier 1919?». Mais il avait aussitôt ajouté qu'«une fois encore les socialistes indépendants, avec leur attitude équivoque d'oscillation, ont trahi la cause de la révolution», et il en avait tiré une confirmation de notre vieille thèse qui affirmait que «malgré leur programme hypocrite, que beaucoup prennent pour un programme communiste, [les centristes] sont toujours les fauteurs du régime bourgeois et *méritent plus de méfiance encore que les majoritaires*»: il n'y avait donc aucune raison de regretter, comme le faisaient à bout de champ les maximalistes, «la scission entre ces girouettes notoires et nos héroïques camarades communistes».

Le 23 avril, il avait reproduit un article de la revue viennoise «Der Kommunismus» qui stigmatisait l'absurde «combinaison de négociations, de grève et d'armement» dont l'U.S.P.D. s'était fait le porte-parole dans la dernière phase de l'affaire Kapp-Luttwitz, et qui avait arrêté définitivement le destin de ce grandiose mouvement ouvrier. Le 16 mai, tout en justifiant la prudence avec laquelle les spartakistes avaient agi dans une situation grosse de poussées chaotiques et de velléités incontrôlées. «Il Soviet» avait fait sienne la critique de Bela Kun à la Centrale. En effet, «bien que préparer la révolution ne signifie pas avoir toujours les armes à la main, *cela implique cependant qu'on se tienne constamment sur le terrain de la lutte, ce qui a à son tour pour conséquence la construction de l'organisation et la disposition à prendre les armes à tout moment.* "Aucune

*préparation d'actions violentes" signifie qu'on renonce à la préparation révolutionnaire*». Enfin, écrivant de Berlin, étape sur la route du II<sup>e</sup> Congrès à Moscou, Amadeo Bordiga, tout en réitérant les critiques de fond faites par notre Fraction au jeune K.A.P.D., ne taira pas autant son jugement sévère sur la passivité du K.P.D. et sur ses dangereuses tendances parlementaristes.

Cet épisode aura des répercussions à long terme. Toute l'histoire du K.P.D. dans les mois et même dans les années suivantes, portera les stigmates de la fragilité et de l'incohérence héritées de sa naissance tardive, avec de brusques passages de la passivité à l'ultra-activisme, de la praxis parlementaire et légaliste à la découverte d'une «théorie de l'offensive» basée sur une appréciation abstraitement économiste de la crise du capitalisme allemand et du capitalisme mondial en général, du lancement de propositions d'action commune à l'U.S.P.D. au refus de l'action commune même dans les luttes revendicatives et au sein des syndicats. Les pires innovations tactiques du K.P.D. (lettres ouvertes, fronts uniques, appui à des gouvernements soi-disant ouvriers) finiront par contaminer l'Internationale elle-même, accentuant la crise de celle-ci et l'alimentant au fur et à mesure. Quant au principe du centralisme et de la discipline, qui avait été hâtivement plaqué sur la vieille souche spontanéiste et fédéraliste et ne rattachait pas à de solides positions programmatiques, tantôt il servira de couverture à des manœuvres équivoques (y compris à une sorte de «national-bolchevisme», qui, d'abord condamné dans le K.A.P.D., sera ensuite adopté par ses propres censeurs), tantôt il sera violé par les innombrables coteries de nature contingente et personnelle plutôt que théorique et politique, dont le K.P.D. donnera le triste spectacle jusqu'au moment où il se précipitera dans les bras accueillants du stalinisme.

Devant ce véritable désastre, qui devait peser sur tout le mouvement communiste mondial, il faut constater avec amertume que la «Fraction communiste abstentionniste» n'avait que trop raison et n'était que trop réaliste, lorsqu'elle répétait obstinément qu'une sélection véritablement «chirurgicale» des jeunes sections de l'Internationale, et surtout de celles de l'Europe centrale, aire cruciale pour la révolution, était nécessaire. A la fin de l'année 1920, au nom d'une illusoire «conquête des larges masses», le K.P.D. accueillera dans son fragile bateau la «gauche» (devenue d'ailleurs la majorité!) de l'U.S.P.D., quitte, un an après, à devoir en rejeter une grande partie à la mer comme un lest encombrant. Mais la voie que suit un parti n'a rien à voir avec celle d'un navire. Les fusions faites et défaites, les zigzags tactiques, les tournants programmatiques peuvent apparemment redresser la proue du vaisseau à la dérive, mais ils ne peuvent pas empêcher que l'équipage en soit désorienté et déçu, que la discipline nécessaire se relâche, que les partisans s'éloignent, et que la proue elle-même finisse par aller dans une mauvaise direction. La **rigueur** est une condition d'**efficacité** à condition de ne pas être une rigueur formelle et «administrative», mais une continuité dans l'action et une cohérence dans la poursuite d'un but propre. C'est une leçon que nous tirons dès cette époque, et que nous devons aujourd'hui nous mettre dans la tête et dans le cœur pour qu'elle ne soit pas perdue une fois de plus!

Entendons-nous: reconnaître et montrer les insuffisances, les erreurs, les éfrayants zigzags du parti allemand, et en voir les racines au-delà des événements contingents de tel mois ou de telle année, ne veut pas dire qu'on en attribue la cause

uniquement à des facteurs **internes** ou, comme on dit, **subjectifs**: ceux-ci sont, en effet, inséparables d'un ensemble de facteurs matériels, ils en sont le produit autant qu'une des causes. Cela ne veut pas dire non plus qu'on diminue l'héroïque fermeté de militants qui, même s'ils se sont trompés de ligne, se sont battus sans compter, et dans des années extrêmement dures. Cela ne veut pas dire non plus s'abandonner à de vaines hypothèses, en se demandant ce qu'aurait été le parti s'il avait pu disposer jusqu'au bout de la direction de Luxemburg, Liebknecht ou Jogisches. Le nœud de la question est ailleurs, et il est vital pour la compréhension générale des problèmes de la tactique communiste. Quand on a fait la part des déterminations objectives, il reste à bien comprendre – comme le dira Trotsky – que «*la réalité ne pardonne pas une seule erreur théorique*». Une fois commises et traduites dans l'action, ces erreurs deviennent des faits **objectifs**, durs comme des rocs, qui conditionnent ceux qui y sont tombés et qui s'en apercevront peut-être un jour ou l'autre, mais de toute façon trop tard. Pire encore, elles ont le pouvoir de polariser autour d'elles des hommes et des groupes qui, par tradition, sont déjà enclins à ne pas les reconnaître pour des erreurs. Les individus, en soi, ne comptent pas; mais ce n'est pas un hasard, justement parce qu'il s'agit d'un phénomène social **objectif**, si les tactiques, comme les situations, se choisissent leurs instruments, leurs machines-hommes: ce n'est pas un hasard si un Levi a déploré la scission de Livourne et s'il a honteusement dénoncé comme aventuristes, au cours même de la lutte, les combattants de mars 1921; ce n'est pas un hasard si les rares militants qui en 1920 s'étaient opposés aux manœuvres du type «opposition loyale», ceux-là même qui formeront plus tard la douteuse gauche de R. Fischer et de Maslow, ont dans les années suivantes accepté le mot d'ordre de l'appui extérieur (ou même intérieur) aux gouvernements «ouvriers» de Saxe et de Thuringe, en en déplorant seulement la... technique d'application. Personne, dans la K.P.D., ne comprit jamais – si tenace était le vieux fétichisme de l'«unité» - la leçon que la Gauche italienne avait déjà tirée de la dure réalité des années 1918 et 1919 et qu'elle condensa en 1921 dans l'article que nous citons plus haut, «*La fonction de la social-démocratie*» (et social-démocratie, cela voulait dire non seulement la droite mais bel et bien le **centre**).

Non seulement le parti allemand n'assimila pas cette leçon, mais les débats animés de son quatrième Congrès montrèrent, d'une part, que le quiétisme parlementaire et légaliste sous couvert d'anti-putschisme était loin d'être dépassé et que, d'autre part, le problème dominant au sein du parti tendait de plus en plus à devenir, malgré les protestations de certains délégués en contact avec la dure expérience de la lutte à Hambourg et dans la Ruhr, celui de la récupération d'une «gauche» indépendante qu'on couvrirait de louanges alors qu'au troisième Congrès (Karlsruhe, 25 et 26 février), on l'avait condamnée pour sa capitulation face à la droite qui avait ouvertement trahi. La fusion du K.P.D. avec la gauche du parti indépendant, qui se réalisa au cours de l'automne qui suivit le Congrès de Halle et que notre fraction de Gauche Communiste déplora comme un dangereux précédent de relâchement des conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste, était dans l'air dès le mois d'avril: l'obsession de l'unité à la vie dure!

## L'IMMEDIATISME DE GAUCHE

L'absence d'un centre géographique unique ou presque unique, et donc la fragmentation en plusieurs noyaux urbains puissants et concentrés, mais relativement fermés, constitue un des aspects caractéristiques du mouvement ouvrier allemand: aspect négatif, bien qu'il soit symptomatique par ailleurs – si on le compare par exemple à la situation de la France – du degré auquel la grande industrie capitaliste avait pénétré tous les pores de la «nation». Berlin était sans doute un pôle de forte concentration ouvrière, mais moins que ne l'avaient été, au 19e siècle, Paris, et au début du 20e siècle, Petrograd. Cette caractéristique – d'ailleurs bien enracinée dans l'histoire de l'Allemagne – eut pour conséquence, en 1919, la formation un peu partout en Allemagne de foyers révolutionnaires vivaces et la naissance de «communes» embryonnaires, vite balayées; mais déjà au cours de la guerre et même avant, elle s'était reflétée dans la constitution d'une myriade de groupes relativement autonomes au sein du S.P.D., et le pire est que cet état de fait tendait à être théorisé précisément par les forces qui, au moment décisif, auraient pu exprimer l'élan et la combativité de masses prolétariennes que la tempête de la guerre et, plus encore, de l'après-guerre projetait dans l'arène des luttes sociales.

En un sens, la prolifération de l'immédiatisme soi-disant de gauche en 1919-1920 fut le reflet d'un localisme **objectif** impuissant à briser ses propres limites dans une vision globale des problèmes de la révolution prolétarienne; les spartakistes eux-mêmes en ressentirent les effets, quoiqu'à un degré bien moindre et donc dans une position de force bien supérieure. Le prétendu radicalisme de gauche, qui convergea plus ou moins dans le K.A.P.D. en avril 1920, avait pour centres Hambourg, Brême, Berlin, Dresde; dans le cadre d'une vision générale commune de type syndicaliste, il présentait des nuances considérables, sources de conflits et de scissions potentielles ou déjà prêtes à se manifester. La caractéristique commune qui sautait alors aux yeux, était la tendance de tous ces groupes à chercher la clé de la victoire sur l'opportunisme et de l'alignement du mouvement ouvrier sur le front de la révolution, et donc la clé de la victoire du prolétariat sur le capitalisme, dans des **formes d'organisation économiques immédiates**, dans lesquelles la volonté de la classe, considérée globalement, s'exprimerait directement, sans intermédiaires déformants. Pour les uns, ces formes pouvaient être les Conseils d'usine (d'ailleurs souvent confondus avec les Soviets); pour les autres, les syndicats d'industrie opposés aux traditionnels syndicats de métier; pour d'autres encore, les *Unionen*, conçues comme des organisations dépassant la dichotomie entre lutte économique et lutte politique (quelque chose comme le «*One Big Union*» des I.W.W. américains); mais toujours, elles étaient construites sur des bases *fédéralistes* pour éviter l'odieuse et dangereuse *dictature des chefs*, pour éviter qu'une direction légiférant «d'en haut» ne foule aux pieds la volonté des masses.

La question de la révolution était donc réduite à une **question de formes d'organisation** - et, de plus, de formes **économiques** – considérées comme révolutionnaires en soi précisément parce qu'il s'agissait d'organisations immédiates, calques fidèles de la **volonté** de lutte et la «**conscience**» de classe du prolétariat. Celui-ci n'était donc pas «séparé» - pour ainsi dire – de lui-même par la médiation du parti, dont, selon les groupes locaux, la fonction était niée, ou réduite à

«éclairer» théoriquement les masses et à faire un travail de propagande intellectuelle, ou enfin repoussée avec horreur. Il en découlait les conséquences plus visibles: le mot d'ordre de sortie des syndicats traditionnels, considérés comme des organismes bureaucratiques, et donc des contre-révolutionnaires par nature, et du parlement considéré comme le temple non tant du mensonge démocratique que de la suprématie des «dirigeants» sur les «dirigés», de ceux qui guident (les *Führers* parlementaires d'une part, les *Bonzen* syndicaux de l'autre) sur ceux qui sont guidés, c'est-à-dire justement comme la négation de la «démocratie», fût-elle «ouvrière»; la surestimation de la lutte économique par rapport à la lutte politique, la lutte économique étant considérée comme un processus graduel (bien que violent à chacune de ses étapes) de conquête du mécanisme productif à sa «source», c'est-à-dire à l'usine; l'oubli de la thèse marxiste fondamentale, et que nous avons toujours réaffirmée, selon laquelle «avant d'être un processus de transformation, la révolution prolétarienne est, dans sa phase aiguë, une lutte pour le pouvoir entre la bourgeoisie et le prolétariat, lutte qui culmine dans la constitution d'une nouvelle forme d'Etat dont les conditions sont l'existence des Conseils prolétariens comme organes politiques, et la suprématie du Parti Communiste dans ces Conseils»; et que ce passage historique décisif présuppose pour sa réalisation une «action centralisée et collective dirigée par le Parti sur le terrain politique», par «le parti marxiste, fort et centralisé, comme le dit Lénine» (citation d'un article d'«Il Soviet» de 1920). Reflet d'une fragmentation objective du mouvement ouvrier, l'immédiatisme aggravait cette fragmentation en la **théorisant** comme un facteur de force alors qu'elle était un facteur de faiblesse.

Berlin, 1920, patrouille d'ouvriers et soldats



Ce serait une erreur de croire que ce courant exprimait **seulement** une révolte exaspérée face à la trahison social-démocrate pendant la guerre et, donc, l'après-guerre; bien plus qu'une déviation, il s'agissait d'un courant **radicalement étranger** au marxisme, résurgence d'une vieille maladie du mouvement ouvrier dont il est inutile de relever les affinités avec l'anti-autoritarisme anarchiste ou avec l'anti-partisme et l'anti-politisme syndicalistes révolutionnaires, ainsi que les origines fondamentales idéalistes, et qui avait certains précédents en Allemagne (bien que moins nettement que dans le mouvement ouvrier des pays «latins») puisqu'elle remontait à bien avant la guerre mondiale.

Pour sortir de l'impasse d'une organisation qui ne soit pas une... organisation, et d'une lutte de classes qui ne soit pas... politique, l'anti-partisme et l'anti-autoritarisme de ces courants devaient cependant déboucher sur des solutions diverses et contradictoires: ou bien s'appuyer sur tel ou tel parti (bien que toujours de l'extérieur), ou bien nier la fonction originelle d'une organisation économique et de masse, en prétendant que les nouvelles *Unionen* ou que les Conseils d'usine naissent sur la base de l'adhésion non des salariés en tant que salariés, mais des prolétaires «qui acceptent la dictature du prolétariat et le système des Soviets», et donc en en faisant des associations ouvrières élitistes... Le K.P.D. pouvait être faible et légaliste, mais les thèses théoriques défendues par sa centrale et combattues par les dissidents étaient précisément – pour nous comme pour l'Internationale – «sur la base marxiste correcte».

#### LA NAISSANCE DU K.A.P.D. (AVRIL 1920)

C'étaient ces mêmes groupes qui, au Congrès de fondation du K.A.P.D. avaient lancé le mot d'ordre: «sortir des syndicats». Dans la question des élections, ils avaient obtenu la victoire, toujours au nom du refus de la dictature des chefs, et ils avaient insisté pour que le parti ait une structure organisationnelle qui laisse la plus large autonomie aux sections locales. Tout au long de l'année 1919, le groupe de Hambourg avait été le porte-parole le plus actif de cet immédiatisme aux contours encore imprécis. C'est lui qui avait lancé l'appel des dix-huit délégués exclus au Congrès de Heidelberg:

«Toutes les organisations du K.P.D. qui pensent que la dictature prolétarienne doit être la dictature de la classe et non la dictature de la direction d'un parti, et qui estiment que les actions révolutionnaires de masse ne doivent pas être ordonnées *d'en haut par une ligue secrète de chefs*, mais être proposées et préparées par la *volonté des masses*, au moyen du regroupement des prolétaires révolutionnaires dans des organisations révolutionnaires de masse *sur la base démocratique la plus large*, sont invitées à se mettre en rapport (...) avec la section de Hambourg». C'est encore ce même groupe qui inspira le statut de l'«Union Générale des Ouvriers d'Allemagne» (*Allgemeine Arbeiter-Union Deutschlands, A.A.U.D.*), dont nous reparlerons, et qui se constitua le 14 février 1920 à Hanovre en se séparant de la F.A.U.D., organisation anarcho-syndicaliste réapparue. Ce statut déclarait: «L'A.A.U.D. organise les salariés pour la lutte finale contre le capitalisme et pour l'instauration par la force de la République des Conseils. C'est dans ce but qu'elle appelle les salariés à s'unir sur le terrain de l'organisation unitaire révolu-

tionnaire, à former une *grande Union*». L'A.A.U.D. excluait par principe de ses rangs «les organisations qui: 1) participent à l'application de la loi sur les Conseils d'Usine (loi qui reconnaissait juridiquement les Conseils d'Usine et les insérait dans la nouvelle structure de l'Etat républicain); 2) refusent la dictature du prolétariat; 3) ne reconnaissent pas comme base organisationnelle l'organisation par entreprises».

Tandis que le groupe de Hambourg, dès la fin de l'année 1919, développait la théorie qui recevra plus tard le nom de «national-bolchevisme», et perdait, pour cette raison entre autres, le rôle prééminent qui avait été le sien lors de la fondation de l'A.A.U.D., dans les mois suivants, l'organisation de Dresde et de la Saxe orientale poussait à ses conséquences ultimes son anti-autoritarisme et son anti-partisme de principe. Au Congrès de fondation du K.A.P.D. en avril 1920, Otto Rühle, qui n'en sera exclu qu'en novembre 1920, affirmait que «le parti en tant que structure organisationnelle se rattache, dans la justification de son existence historique, au postulat du parlementarisme bourgeois, que dans l'ère de la révolution, nous repoussons par principe. Si la démocratie est la forme classique de la domination bourgeoise, le parti est la forme classique d'affirmation et de représentation des intérêts bourgeois». La politique de **tout** parti conduit donc nécessairement «à l'opportunisme et aux méthodes tactiques *correspondantes* (négociations, compromis, réformes), que nous repoussons par principe». En 1921, il déclarait: «Etat de classe bourgeois-capitaliste, parlement et parti sont une seule et même chose; ils naissent et se développent ensemble. Ils se conditionnent l'un l'autre; ils ne fonctionnent qu'en relation les uns avec les autres». Il ne s'agissait plus seulement de «détruire les syndicats» qui, tout comme le parti, auraient été le produit du régime bourgeois, et contre-révolutionnaires **par nature**, parce que fondés sur le centralisme. Il s'agissait bel et bien de «détruire les partis politiques, ces obstacles fondamentaux à l'unification de la classe prolétarienne et au développement de la révolution sociale, qui ne peut être la tâche ni des partis, ni des syndicats», pour les remplacer par «le regroupement du prolétariat révolutionnaire dans les entreprises, qui sont les cellules originelles de la production, et le fondement de la société future». C'est à cette fin que devait travailler l'A.A.U.(E) *Allgemeine Arbeiter-Union (Einheitsorganisation)*, le syndicat scissionniste fondé par le groupe de Dresde après sa sortie du K.A.P.D.

### L'ANTI-MARXISME DE PANNEKOEK ET GORTER

Nous venons de rappeler les positions extrêmes, les plus aberrantes, dans le sens du syndicalisme révolutionnaire et même de l'anarchisme. Mais la position intermédiaire des groupes de Brême et de Berlin-Brandebourg, et de ses théoriciens Anton Pannekoek et Herman Gorter, les idoles des groupuscules soi-disant «de gauche» d'aujourd'hui, ne vaut pas mieux, même si elle est plus subtile et se drape d'une obédience «marxiste» toute formelle. Il est nécessaire de nous y arrêter, car c'est précisément et surtout par rapport à elle que notre Fraction, comme d'ailleurs l'Internationale, eut à se démarquer – ce qui n'empêche pas évidemment les historiens à la mode de nous assimiler à elle, ou, dans le meilleur des cas, de la faire dériver de la même souche que nous...

Contrairement au groupe de Hambourg et surtout au groupe de Saxe, les «communistes de gauche» de Brême et de Berlin n'avaient pas reconnu leur exclusion du parti comme irrévocable; ils avaient même proposé aux thèses de celui-ci des amendements qui leur auraient permis de rester au sein de l'organisation.

Le IIIème Congrès du K.P.D., en confirmant intégralement le programme à Heidelberg, au IIème Congrès, avait sanctionné l'exclusion des dissidents, et pour eux aussi, la conduite des spartakistes durant le putsch de Kapp avait ensuite interdit tout rapprochement. Les dits «communistes de gauche» n'en avaient pourtant pas déduit de façon catégorique que tout parti, justement **en tant que parti**, incarne le principe du mal, ni que ce principe avait élu domicile à Moscou, comme le décréteront bientôt O. Rühle et D. Pfemfert à Dresde. C'est la section de Berlin, aussitôt après les événements de mars, qui convoqua dans la capitale, pour les 4 et 5 avril, les représentants de tous les courants d'«opposition communiste». C'est alors que naquit ce qui devait être, finalement, un nouveau parti, le *Kommunistische Arbeiter-Partei Deutschlands (K.A.P.D.)*. Ses bastions numériquement les plus forts étaient à Berlin et en Rhénanie-Westphalie; l'A.A.U., plus ou moins réformée, lui servait d'appendice syndical, et il possédait les premiers noyaux d'une «organisation de combat» (à la vérité éphémère) qui constituait son réseau militaire dans les usines. Il est probable – impression confirmée aussi par l'article d'Amadeo Bordiga – que dans le premier semestre de son existence et peut-être encore au début de 1921, le K.A.P.D. avait drainé un nombre considérable de prolétaires parmi les plus combattifs et sans aucun doute les plus sensibles à l'humeur des grandes masses. Ceux-ci étaient peut-être attirés moins par les caractères spécifiques du programme du K.A.P.D., que par le dégoût envers la tendance au légalisme et les éternelles hésitations du parti officiel. De même, il est tout aussi probable que l'A.A.U. dépendant du K.A.P.D. rassemblait les salariés révoltés contre les directives archi-conformistes de la grande centrale réformatrice. Ces deux facteurs expliquent aussi bien les efforts de l'Internationale Communiste, jusqu'au IIIème Congrès (qui se tiendra l'année suivante), pour tendre la main au K.A.P.D., que l'opposition obstinée et inconditionnelle du K.P.D. à toute perspective, même lointaine, de réunification.

Au-delà des divergences tactiques sur la question parlementaire et sur la question syndicale, il était clair et pour les bolcheviks et pour nous – surtout lorsque les positions des anciens dissidents furent théorisées par Pannekoek et Gorter – que ce qui nous séparait de **tous** les courants d'opposition qui avaient convergé dans le K.A.P.D., c'était des questions fondamentales **de principe**. Ces divergences de principes n'avaient pas empêché les «socialistes (devenus plus tard communistes) internationalistes» de Hambourg et de Brême de se ranger aux côtés de la Gauche de Zimmerwald et de Kienthal pendant la guerre et de mener contre le kautskysme une lutte parallèle à celle de Lénine; mais devant les réalités de la dictature prolétarienne, elles ne pouvaient pas ne pas les rejeter de l'autre côté de la barricade. Ne connaissant guère que leurs conceptions tactiques, notre Fraction Abstentionniste remarqua que les dissidents du K.P.D. péchaient par «hétérodoxie syndicaliste»; d'une part parce qu'ils dévalorisaient le rôle du parti et affirmaient la suprématie de la lutte économique sur la lutte politique, d'autre part parce qu'ils partageaient la «conception anarchiste – petite-bourgeoise selon laquelle la nouvelle

économie serait le résultat de l'apparition d'entreprises directement administrées par les ouvriers qui y travaillent». Mais, en réalité, la divergence portait sur tout le bagage théorique du K.A.P.D. Ses membres appartenaient en effet à une famille idéologique radicalement **idéaliste**, et que seule l'adoption de quelques règles d'interprétation du mode de production capitaliste et de la structure de la société bourgeoise pouvait faire passer pour marxiste; le même filon qui avait produit l'anarchisme, le syndicalisme révolutionnaire, le socialisme d'entreprise, le conseilisme, l'ordinovisme, dont on retrouvait, bien qu'à des doses différentes, tous les ingrédients dans leur idéologie. C'est cet idéalisme qui, malgré leurs désaccords initiaux, devait à la longue amener tous ces courants à se ranger sur un même front, celui de la négation du marxisme (par la suite, ils préféreront dire «du bolchevisme», comme s'il s'agissait de courants différents, et même opposés!). C'est sur le même front, **contre eux**, que nous nous rangions avec les bolcheviks, bien que les uns comme les autres, nous ayons reconnu que des prolétaires instinctivement communistes militaient dans leurs rangs, plus par la «faute» du K.P.D. que grâce aux «mérites» du K.A.P.D., et bien que nous ayons eu un avis différent de celui de Moscou sur la manière de les reconquérir à notre cause.

Pour le marxisme, le processus révolutionnaire apparaît essentiellement comme le heurt matériel et physique de deux classes; la classe opprimée est poussée sur le terrain de l'assaut au pouvoir de la classe ennemie par des **déterminations matérielles**; elle agit **sans savoir** (et **avant de savoir**) vers où elle va en définitive, et elle rencontre sur le chemin le parti – c'est-à-dire le **programme**, ou la «conscience», de l'objectif final et des étapes obligatoires pour l'atteindre, et l'organisation nécessairement minoritaire de l'avant-garde communiste cristallisée autour de ce programme. Au contraire, pour Pannekoek comme pour Gorter (peut-être chez ce dernier de façon plus évidente encore), le processus révolutionnaire apparaît comme la prise de conscience collective par les exploités de la voie et du but révolutionnaires, prise de conscience qui est la *«condition préalable»* de leur action révolutionnaire. Ce qui chez les spartakistes, en janvier 1919, apparaissait encore comme une déviation par rapport à la doctrine marxiste correcte, devient ici le renversement pur et simple du marxisme. Comme l'écrivait déjà Gorter en 1909, la société nouvelle ne peut être que le produit d'un homme nouveau auto-conscient et auto-agissant: *«Il faut révolutionner l'esprit!»*. Comme le dira Pannekoek en 1920, pour que la révolution s'accomplisse, «il est nécessaire que le prolétariat, les masses immenses, *discernent clairement la voie et le but*».

Si l'opportunisme s'est emparé de la majorité de la classe ouvrière, ce n'est pas pour des raisons dont les marxistes doivent rechercher les **racines matérielles**, mais parce que ce processus d'émancipation **spirituelle** (ou intellectuelle) n'a pas pu arriver à son terme. Et c'est justement «parce que les masses sont encore entièrement soumises à un *mode de pensée* bourgeois qu'après l'effondrement de la domination bourgeoise [on remarquera que, exagérant jusqu'à l'absurde la formule de Rosa Luxemburg citée plus haut, on fait ici des mouvements d'octobre 1918 en Allemagne une véritable révolution politique ayant amené le renversement de

(2) Pannekoek et les conseils ouvriers, p. 171.

la bourgeoisie!] *elles l'ont rétablie de leurs propres mains*» (2). Non seulement la conquête par des masses de l'auto-conscience ou de l'auto-activation (ou encore auto-motivation, ou auto-affirmation dans la vie pratique – traductions diverses de l'allemand *Selbstbetätigung*) doit précéder la révolution ou du moins, à son apogée, coïncider avec elle; il faut aussi que ce soit une auto-conquête, une acquisition de la classe fait pas ses propres forces, un «saut qualitatif» accompli par le sujet-classe dans son ensemble. Autrement, on retomberait dans la dichotomie masses-chefs, le grand sujet de scandale des tribunistes hollandais et donc des kaapédistes allemands, la «véritable» raison (selon eux) pour laquelle le prolétariat a capitulé au déclenchement de la guerre, renonçant à son initiative historique de sujet agissant et conscient pour la confier aux «chefs», aux Führers, ainsi promu d'instruments de l'histoire au rang d'artisans de l'histoire. Si donc l'existence du parti a encore un sens pour Pannekoek, c'est seulement celui de «propager à l'avance des connaissances claires, pour qu'apparaissent au sein des masses des éléments capables, dans les grands moments de la politique mondiale, de savoir ce qu'il convient de faire et de juger de la situation par eux-mêmes» (Pannekoek et les Conseils ouvriers, p. 169). Le parti n'a plus pour tâche que de **conseiller, d'éduquer, d'illuminer** les masses ou plutôt de les aider à prendre conscience d'elles-mêmes, à redécouvrir cette science qu'est le marxisme...

Il n'est plus cet organe de combat qui guide les masses, il n'est plus cette arme d'unification de l'instinctive révolte prolétarienne qui dirige un mouvement réel dont le parti, en tant que collectivité, a la notion, et au grand jamais, il n'exerce le pouvoir au nom des masses. Ces prétendus «marxistes» n'avaient pas compris et ne comprendront jamais que la classe ne pourra arriver à la conscience du mouvement réel qu'**après** avoir agi en détruisant l'appareil de son exploitation économique et sociale, c'est-à-dire après s'être émancipée aussi d'un esclavage

#### Artilleurs révolutionnaires dans la cour du château à Berlin - 1918



intellectuel qui, de toute façon, sera la dernière de ses chaînes à être brisée.

On comprend alors pourquoi l'expression authentique de l'assaut révolutionnaire et, plus encore, de la réalisation du socialisme, est représentée pour les kaapédistes par les Conseils, les *Räte* ou, à un niveau plus élevé, les Soviets, en tant que formes d'organisation révolutionnaires en soi, même lorsqu'on admet – extrême concession – qu'elles soient flanquées du Parti comme «expert» et «conseiller»: c'est que la soudure entre les masses et leur auto-conscience/auto-activation est entière et «transparente». Ces formes sont révolutionnaires en soi parce qu'elles «permettent aux travailleurs de décider par eux-mêmes sur tout ce qui les concerne».

Pour la même raison, Pannekoek considère la dictature du prolétariat telle que la conçoivent les bolcheviks comme la dictature arbitraire d'une «étroite minorité révolutionnaire», ou plutôt de «son centre»: «une dictature exercée à l'intérieur même du parti, dont il expulse qui bon lui semble et exclut toute opposition par des moyens mesquins»; bref, comme une nouvelle forme de blanquisme, comme une résurrection du spectre de la Führerschaft (autorité des chefs) qui foule aux pieds des sujets sans défense. Il lui oppose l'idée d'un parti, ou mieux d'une secte de gens éclairés qui «est à cent lieues d'avoir le but de tout parti politique (...): prendre directement en mains la machine de l'Etat» (Pannekoek..., p. 154).

Ainsi, c'est l'antithèse masses-chefs qui vient se substituer à l'antagonisme entre les classes. Si Pannekoek et Gorter repoussent le parlement, ce n'est pas parce qu'il est l'organe spécifique de la domination de classe de la bourgeoisie, mais parce qu'il est «la forme typique de la lutte par l'intermédiaire des chefs où les masses n'ont qu'un rôle subalterne» (Ibidem, p. 177). Ainsi, «le communisme, au lieu de prendre toute la classe, devient un nouveau parti, avec ses propres dirigeants, qui s'ajoute aux partis existants, perpétuant ainsi la division politique du prolétariat»; sa destruction est donc «une étape essentielle sur la voie qui conduit à l'autonomie et à l'auto-libération». De même, en ce qui concerne les syndicats, «c'est leur *forme d'organisation* elle-même qui interdit d'en faire un instrument pour la révolution prolétarienne», c'est cette forme qui «réduit les masses à l'impuissance» et qui «leur interdit d'en faire l'instrument de leur volonté» (ibid., p. 180); dans les organisations d'usine, au contraire Gorter explique que «les ouvriers ont en leur pouvoir les dirigeants et donc la ligne politique (...); tout ouvrier a un pouvoir (...); dans la mesure où la chose est possible en régime capitaliste, il est même l'artisan et le maître de son destin; et, puisque cela est valable pour tous, c'est la masse qui déclenche et dirige la lutte».

On remarquera que ni Pannekoek ni Gorter ne nient que l'idée «bolchevique» (autrement dit l'idée marxiste, notre idée) du parti ait une justification. Mais, pour eux, elle correspond à la situation historique de la Russie, engagée dans une révolution double, mi-prolétraienne, mi-bourgeoise: soit que la masse inerte de la paysannerie ait besoin d'être dirigée (d'où la nécessité d'un «nouveau blanquisme»), soit que l'existence conjointe de deux poussées révolutionnaires différentes rende nécessaire l'art de la manœuvre, privilège des «chefs». Cette idée du parti ne serait pas applicable par contre en Occident, où «le prolétariat est seul et doit faire la révolution seul contre toutes les autres classes», où «il doit posséder les armes les meilleures pour la révolution», et où, «devant faire la révolution tout seul et sans

aucune aide, il doit *s'élever spirituellement et intellectuellement à une grande hauteur*, en se débarrassant des chefs, des partis politiques au sens courant du terme, des syndicats de métier et, pour la même raison, des institutions parlementaires. Répandus dans les rangs du prolétariat, les communistes «s'efforcent avant tout d'élever les masses, comme unité et comme somme d'individus, à un degré de maturité beaucoup plus élevé, d'éduquer les prolétaires, *un à un*, pour en faire des lutteurs révolutionnaires, en leur montrant clairement (non seulement par la théorie mais aussi par la pratique), que tout dépend de leurs propres forces, qu'ils ne doivent rien attendre de l'aide extérieure des autres classes, et très peu des chefs». On remarquera que, tout en courtisant les masses, Pannekoek les réduit à n'être qu'un troupeau d'inconscients qu'on doit éduquer à... ne plus avoir besoin d'éducateur! D'où la célèbre opposition, dont Lénine se moque dans «La maladie infantile»:

«Deux partis communistes se trouvent maintenant en présence: l'un est le parti des chefs, qui entend organiser la lutte révolutionnaire et la diriger par en haut (...); l'autre est le parti des masses, qui attend l'essor de la lutte révolutionnaire d'en bas (...). Là, c'est la dictature des chefs; ici, c'est la dictature des masses! Tel est notre mot d'ordre».

C'est de cette idéologie, dont l'homogénéité n'est pas diminuée par des nuances personnelles, insignifiantes, que s'inspirent l'«appel» et le «programme» approuvés au Congrès constitutif du K.A.P.D. L'appel prend acte de la «faillite politique et morale» du K.P.D. qui est devenu la proie d'une «clique de chefs agissant par tous les moyens de la corruption» et décidés à «saboter la révolution dans l'intérêt de leurs buts égoïstes». Il déclare que le nouveau parti n'est pas un parti au sens traditionnel («Exprimer en toute circonstance l'*autonomie de l'ensemble des adhérents*, tel est le principe fondamental d'un parti qui n'est pas un parti au sens traditionnel». Il faut dire qu'on revient ici d'une part à Bakounine, d'autre part à Proudhon, bref à la vieille polémique contre l'«autorité», le «Conseil général», la «dictature de Marx», etc.).

«Il n'est pas un parti de chefs; son principal travail [notez bien!] consistera à appuyer de toutes ses forces le prolétariat allemand dans sa lutte pour se libérer de toute dépendance par rapport aux chefs», - moyen le plus efficace pour cette «unification du prolétariat dans l'esprit du conseilisme», qui est le «*véritable but de la révolution*». Quant au programme, il refait l'historique des luttes de classe dans le monde depuis la fin de la guerre et, dénonçant la crise mortelle dans laquelle le capitalisme se débat, il voit la cause du retard des facteurs subjectifs de la crise révolutionnaire sur les facteurs objectifs dans le fait que «la *psychologie* du prolétariat allemand est encore sous l'influence de facteurs idéologiques bourgeois ou petits-bourgeois». C'est pourquoi «*le problème de la révolution, c'est le problème du développement de l'auto-conscience du prolétariat allemand*». Déclarant la guerre aux méthodes de lutte opportunistes, au parlement et aux syndicats («seule la destruction des syndicats donnera le champ libre à la marche en avant de la révolution»), le programme met au centre de l'action révolutionnaire «l'organisation d'usine», où «la masse est l'appareil moteur de la production», où «la lutte intellectuelle, le *révolutionnement des consciences* s'accomplit dans un affrontement incessant d'*homme à homme, de masse à masse*», et qui a pour tâche

essentielle, entre autres, «la préparation à la construction de la société communiste», dont elle est «le commencement». A cette organisation, «épine dorsale des conseils d'usine», peuvent appartenir «tous les ouvriers qui se déclarent pour la dictature du prolétariat» ; le K.A.P.D. y fera sa propagande en «décidant avec elle les mots d'ordre» et s'organisant de façon à ce que «le parti, lui aussi, prenne de plus en plus un caractère prolétarien... et obéisse aux critères de la *dictature par en bas*». On permettra ainsi – «et l'organisation d'usine en est la garantie – qu'avec la victoire, c'est-à-dire avec la conquête du pouvoir par le prolétariat, commence la dictature de la classe, et non la dictature de quelques chefs de parti et de leur clique». Il est inutile d'ajouter que «la forme d'organisation politique de la communauté communiste sera le système des Conseils» ; les kaapédistes tombent ici dans l'erreur où étaient tombés, de bonne ou de mauvaise foi, peu importe, les Indépendants; c'est-à-dire qu'ils supposent que la «société communiste» aura une forme d'organisation politique particulière, calquée de surcroît sur un «type d'organisation» né de la lutte des classes en plein régime bourgeois.

De cette rapide analyse de l'idéologie «kaapédiste», il résulte – et nous le disions dès cette époque – qu'elle est, sur le plan de la théorie et des principes comme sur le plan de la tactique, aux antipodes de la position qui fut constamment défendue par les communistes abstentionnistes italiens et condensée dans les Thèses de la Fraction de juin 1920, ainsi que dans la série sur la constitution des Soviets en Italie en polémique avec l'«Ordine Nuovo» et dans d'autres articles de la même période. Il n'y a aucun point de contact entre ces deux positions, pas même sur la question de l'abstentionnisme. Pour Gorter et Pannekoek, celui-ci a la valeur d'un principe, comme pour les anarchistes, et au même titre que la négation de l'«autorité» pour ces derniers. Pour nous, au contraire, l'abstentionnisme est une solution tactique en rapport avec une phase donnée du capitalisme et de la lutte prolétarienne, et non une solution valable toujours et partout dans l'absolu. Même aujourd'hui où, après un amer bilan historique, nous avons le droit de considérer cette question comme une question non «secondaire» mais primordiale de la tactique communiste dans les aires de capitalisme avancé, nous n'aurions pas l'idée saugrenue d'affirmer la même chose pour les pays où «révolution bourgeoise» n'est pas encore accomplie et où le parlement, à cause de l'évolution mondiale dans un sens totalitaire, est sans doute une arène plus secondaire encore que les bolcheviks ne le considéraient à l'époque, mais reste cependant encore l'un des champs de bataille où s'affrontent les différentes classes. Et puis le K.A.P.D. et ses théoriciens mettent – en toute logique d'ailleurs – la «question parlementaire» et la «question syndicale» dans le même sac: c'est-à-dire qu'ils mettent sur le même plan d'une part une institution comme le parlement, qui constitutionnellement est une institution d'Etat et qui est à la fois l'expression de la domination de la classe exploiteuse et – comme le veut son idéologie – la représentation factice, peu importe, de plusieurs classes et, d'autre part, une forme d'association - le syndicat ouvrier – qui peut bien être absorbée par l'appareil d'Etat bourgeois (et qui l'est d'ailleurs de plus en plus), mais qui ne rassemble que des salariés, qui reflète nécessairement la poussée des déterminations économiques, racine de la lutte politique, et qui, lorsqu'elle est conquise (ou reconquise) par le parti, constitue pour lui un domaine nécessaire d'action, de propagande et surtout d'agitation dans les rangs de la classe ouvrière

qui, d'une manière ou d'une autre, est organisée par le syndicat (même par un espion tsariste, aurait dit Lénine).

## LE K.A.P.D. ET NOUS

L'erreur des kaapédistes et tribunistes est donc double, comme le remarquait «Il Soviet» des 11 janvier et 23 mai 1920: 1) prétendre construire des formes d'organisation économiques révolutionnaires en soi, alors que chacune de ces formes «agit de façon révolutionnaire sous le régime bourgeois dans la mesure où elle est imprégnée d'esprit communiste et agit selon les directives communistes, sous la poussée et le contrôle des communistes» ; 2) oublier que les syndicats – qu'ils soient les syndicats existants mais reconquis à leur fonction de classe, ou qu'ils soient de nouveaux organes rendus nécessaires parce que les prolétaires ont «abandonné» à lui-même un «organe pourri» - seront de toute façon «des organes utiles et efficaces en régime communiste, et pas seulement par leur forme constitutionnelle»; autrement dit, que les syndicats sont des organes qui devront non pas être détruits comme les parlements bourgeois, mais mis au service de la dictature du prolétariat.

La sévère critique de l'Internationale sur le parti né du Spartakusbund ne suffit pas pour nous amalgamer au K.A.P.D. Dans sa «lettre ouverte» du 02 juin 1920, l'Exécutif de l'I.C. s'adressait aux «camarades du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne» et tentait de les convaincre de leurs erreurs dans la question centrale du Parti et de son rôle dans la révolution prolétarienne, dans la question vitale de l'appartenance aux syndicats réactionnaires comprenant l'immense majorité des travailleurs, et dans leur motivation «théorique» de l'abstentionnisme. Il les invitait, en outre, à répudier le «national-bolchevisme» comme l'anarchisme et envisageait une réunification des deux partis sous l'égide du Komintern si les décisions du IIème Congrès étaient acceptées. Cette lettre, parallèle en tout et pour tout à nos propres analyses critiques de toujours, n'est pas moins sévère dans sa condamnation des hésitations et des déviations du K.A.P.D. que nous l'avions été nous-mêmes.

Le parallélisme établi par certains «historiens» entre les tribunistes-conseillistes et nous sur la base de la distinction «commune» entre révolution double et révolution prolétarienne «pure» ne tient pas debout non plus. Avant tout, cette distinction se trouve également chez nous et chez Lénine. C'est Lénine lui-même qui affirme (la phrase est tirée du «Rapport sur la guerre et sur la paix», de 1918, mais elle revient, de façon significative, dans «La maladie infantile») qu'il est «*infiniment plus difficile de commencer la révolution en Europe et infiniment plus facile de la commencer en Russie*», même si, en Russie, il est «plus difficile de la continuer et de la mener à son terme». En second lieu, de cette distinction commune, nous tirions la conclusion qu'en Europe, il fallait rendre plus tranchante encore l'épée qu'avaient brandie les bolcheviks dans une révolution pourtant double, et nous revendiquions la direction de la lutte pour le pouvoir et l'exercice de la dictature du prolétariat par le **seul Parti Communiste**, et non pas un «*informe parlement du travail*» (c'est-à-dire par les Soviets sans la direction, non «spirituelle», mais matérielle, du parti).

Le poids écrasant des traditions démocratiques, les racines profondes de l'op-

portunisme **matériellement** ancré dans une large frange d'aristocratie ouvrière et dans un ensemble d'avantages sociaux, même précaires, l'existence de «partis ouvriers-bourgeois» ou même d'un «impérialisme ouvrier» (selon les expressions de Lénine et de Trotsky) exigeaient que l'expérience bolchevique de la liquidation de toute alliance politique du Parti Communiste avec d'autres partis ou d'autres groupes, et de l'abandon de tactiques comme celle du parlementarisme révolutionnaire même dans une période non révolutionnaire, soit poussée jusqu'à ses ultimes conséquences. Gorter et Pannekoek, au contraire, en tiraient une conclusion **opposée**: la nécessité de liquider le parti au profit d'une vague «démocratie ouvrière». Enfin, Lénine avait mille fois raison de reprocher aux «*Links-Kommunisten*» leur absurde conception de la révolution prolétarienne «pure»: au lieu de tenir un «compte précis et rigoureusement objectif de toutes les forces de classe de l'Etat en question», les tribunistes-conseillistes s'autorisaient de la «pureté» de cette révolution pour «ignorer» de façon simpliste (et infantile) aussi bien l'apport que des couches, même restreintes, de demi-classes non prolétariennes peuvent fournir à la révolution, que la nécessité de neutraliser d'autres couches (particulièrement à la campagne) et ils les mettaient dans le même sac que les sbires de la contre-révolution, ce que nous n'avons jamais fait. Dans les années 1921 et suivantes, Gorter, et avec lui une bonne partie du K.A.P.D. (le «courant de Essen»), iront jusqu'à nier la lutte revendicative et le recours à la grève... sauf pour l'assaut du pouvoir: la révolution ou rien!, ce qui signifie: la révolution, jamais! A la même époque, au contraire, la Gauche à la tête du Parti Communiste d'Italie, né du Congrès de Livourne, menait une impétueuse et brillante action syndicale dans les villes et dans les campagnes.

Il n'existe pas de «marxisme occidental» opposé au «marxisme léniniste» ou «oriental». Il existe un marxisme qui rassemblait sur la même ligne de doctrine et de principes les bolcheviks et nous, et un para-marxisme, ou mieux un extramarxisme, qui rassemblait le K.A.P.D. et par exemple l'Ordine Nuovo, et qui inspire aujourd'hui tous les groupuscules spontanéistes, ouvriéristes, anti-parti. Peut-être qu'en 1920, les bolcheviks et nous-mêmes n'avons pas vu tout à fait clairement que telle était la matrice de ces courants ou de ces partis, et que l'opposition de principe du marxisme avec eux était bien plus nette et plus profonde que n'importe quelle divergence tactique plus voyante; mais aujourd'hui, ceux qui ont le courage d'avaler l'indigeste production doctrinale des uns et des autres peuvent le voir très clairement; la violente réaction de Lénine dans «La maladie infantile» s'explique pourtant – et elle est sacrée – par la répugnance théorique instinctive du marxiste de race devant cette infection idéaliste, qui était moins une «maladie infantile» qu'une véritable gangrène. Allons plus loin: il faut regretter que Lénine (qui s'excuse d'ailleurs de nous connaître trop peu) nous ait mis dans le même sac que ces individus, alors que précisément nous nous étions battus et nous nous battrions farouchement contre leur famille d'origine, tout comme avant 1914 nous avions combattu celle des anarcho-sindicalistes ou des culturalistes et, en 1919-1920, celle des ordinovistes; mais nous pouvons comprendre historiquement pourquoi le grand marxiste, flairant sous certaines théorisations «tactiques» l'éternel ennemi idéologique, avait fustigé l'extrémisme même au risque – comme il le dira un an plus tard – de passer pour «droitier»; pourquoi il pouvait soupçonner en nous, à cause

de nos affinités apparentes avec celui-ci, l'«anarchiste» véritable ou potentiel. Parmi les mauvais services rendus au mouvement par l'immédiatisme style K.A.P.D., une des bêtes noires attaquées par Lénine dans son pamphlet, un des pires est celui d'avoir obscurci les termes d'une polémique qui aurait dû se dérouler seulement entre marxistes et sur le seul terrain où des marxistes peuvent accepter de se tenir, et qui aurait dû amener le mouvement communiste international, d'une part, à condamner, comme il le fallait, cet abstentionnisme là (ou, mieux, ce nihilisme tactique), et sa matrice théorique; d'autre part, à affirmer non seulement un corps de doctrine impératif (comme nous aurions voulu que le fasse le II<sup>me</sup> Congrès) mais un ensemble de normes tactiques plus rigoureuses que celles que les bolcheviks avaient suggérées, mais nullement irréalistes, à imposer aux sanctions nationales comme obligatoires.

## LES ORGANISATIONS SYNDICALES

Dans les chapitres précédents, nous nous sommes efforcés de suivre jusqu'au milieu de 1920 l'évolution politique du K.P.D. d'une part et, de l'autre, des prétendus courants de gauche qui ont convergé plus ou moins durablement dans le K.A.P.D. Nous nous réservons de traiter l'histoire ultérieure de ces deux organisations dans une autre étude, mais nous voulons dès maintenant compléter celle-ci en faisant le tableau des organisations syndicales qui ont fleuri à côté de la grande centrale réformatrice reconstituée en juillet 1919 sous le nom d'A.D.G.B. (*Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund*) et en opposition avec elle.

Ce tableau n'est guère aisé, car les organisations scissionnistes ont été innombrables et leur développement accidenté. Leur naissance n'est que partiellement imputable à l'influence de courants politiques définis et au cours de leur existence, elles ont subi l'influence de divers groupes successifs avant de se stabiliser dans

### Manifestation à Berlin - 1918



une forme déterminée.

L'afflux de prolétaires dans leurs rangs n'exprime pas tellement une adhésion consciente à des plates-formes programmatiques données, puisque celles-ci ont été continuellement modifiées, mais plutôt le dégoût que la politique pour le moins conciliatrice de la puissante A.D.G.B inspirait aux ouvriers combatifs et leur tendance confuse à faire confiance à l'organisation syndicale plutôt qu'au parti politique pour la lutte, ou encore à préférer au syndicat les conseils d'usine, considérés comme plus proches d'eux et de leurs intérêts et comme moins susceptibles de «bureaucratisme».

De plus, il ne faut pas oublier le poids de la tradition localiste et décentralisée du mouvement ouvrier allemand, que les divers dissidents politiques en partie reflétaient, en partie aggravèrent en la théorisant, c'est-à-dire en la présentant comme le modèle parfait de toute action et de toute organisation authentiquement révolutionnaire. Enfin, il faut tenir compte du fait que la dispersion et la fragmentation du mouvement furent encore aggravées par les coups féroces de la contre-révolution dirigée par les sociaux-démocrates, puisque dans presque tous les Länder allemands, après chaque grande grève, les organisateurs les plus actifs étaient arrêtés, et dissous les syndicats de catégorie nés depuis peu, mais qui s'étaient déjà particulièrement distingués dans les luttes de masse et dans les combats de rue.

Les caractéristiques communes à toutes les organisations de métier ou d'usine nées en opposition aux syndicats réformistes sont la structure fédéraliste, le refus ouvert ou voilé de toute organisation hiérarchisée, l'horreur des «chefs» considérés comme l'incarnation du Mal et la tendance soit à refuser l'action politique (identifiée avec l'action parlementaire), soit à l'assimiler à l'action revendicative.

Idéalisant la grève générale, elles la considéraient toute comme l'arme décisive de la lutte de classe, indépendamment ou plutôt à l'exclusion de l'insurrection armée. Enfin, c'est aux syndicats (ou aux conseils d'usine) qu'elles attribuaient la tâche de gérer l'économie, alors que, pour le marxisme, c'est là la tâche spécifique du parti après la prise du pouvoir.

Au reste, à la différence des I.W.W. américains, ces nouvelles associations économiques n'encadraient même pas la grande masse des manœuvres, des ouvriers occasionnels ou immigrés, habituellement exclus des confédérations officielles réservées à l'«aristocratie» ouvrière, c'est-à-dire aux ouvriers les plus qualifiés et les mieux payés. Elles ne remplissaient donc pas une exigence non seulement légitime, mais capitale de la lutte de classe, puisqu'elles tendaient au contraire à constituer des organisations fermées, des organisations d'élite regroupant les prolétaires non en tant que salariés, mais en tant que militants disposés à se battre pour des buts indiqués plus ou moins clairement dans leurs programmes. Par là-même elles reniaient implicitement leurs prétentions originelles à l'«apolitisme» et se rangeaient sur le front politique de la «démocratie ouvrière» ou «directe», et d'autres fariboles communes à des degrés divers au syndicalisme révolutionnaire, à l'anarchisme et au «conseillisme». Elles finirent donc par devenir des appendices syndicaux de ces divers mouvements politiques, appendices évidemment tout à fait minoritaires par rapport au gigantesque syndicat réformiste.

Nous allons étudier ces organisations, en les regroupant sous deux rubriques correspondant grosso modo à leur idéologie plus ou moins déclarée.

Bien que n'ayant pas en Allemagne une tradition aussi longue et aussi importante que dans les pays latins, le «syndicalisme révolutionnaire» avait réussi à y conserver une certaine continuité et à y garder, même pendant la guerre, une certaine organisation clandestine, et c'est lui qui, vers la fin de décembre 1918, constitua la première confédération syndicale étrangère à la nouvelle A.D.G.B.: la *Freie Vereinigung Deutscher Gewerkschaften* (Libre Union des Syndicats allemands).

L'inspiration syndicaliste de cette nouvelle organisation, qui resta éphémère, apparaît clairement dans l'«appel» lancé le 14 décembre. Elle se donne pour but «l'abolition du travail salarié; l'expropriation des terres, des usines et des moyens de production des grands capitalistes; et l'instauration de la production socialiste-communiste»; elle repousse non seulement les réformes, mais les revendications d'augmentation des salaires dans le cadre du régime bourgeois; elle oppose l'action directe à l'action parlementaire et minimaliste; elle indique, comme moyens spécifiques de la lutte pour «l'instauration du socialisme», la grève générale et de solidarité, de boycott et le sabotage de la production capitaliste; elle se propose de dépasser l'ancienne séparation entre organisations économiques et politiques, en les réunissant dans une seule association politico-économique; elle confie la gestion de la «production socialiste» de l'avenir aux syndicats syndicalistes-révolutionnaires.

Dans la phase actuelle, elle suggère à ses membres de «travailler de concert» avec «les groupes les plus à gauche du mouvement ouvrier, c'est-à-dire les indépendants et les spartakistes», et elle ne refuse pas la notion de dictature du prolétariat, pourvu que celle-ci soit exercée non par un parti, mais par ces «parlements de la classe ouvrière que sont les conseils ouvriers». Il n'est donc pas étonnant que le Parti Communiste d'Allemagne, né dans l'atmosphère brûlante des derniers mois de 1918, parmi les cris de «Hors des syndicats traditionnels!» et «Tout le pouvoir aux Conseils!», ait collaboré étroitement avec cette première organisation scissionniste jusqu'au milieu de l'année 1919, avant le Congrès de Heidelberg, tout en s'efforçant d'influencer politiquement ses meilleurs éléments et de mettre en lumière les graves défauts théoriques du syndicalisme révolutionnaire.

Les choses changèrent avec la victoire des anarchistes sur les syndicalistes purs. Durement frappée au cours des grandes luttes de 1919, la première association syndicale scissionniste se réorganisa en décembre de la même année sous le nom de F.A.U.D. (*Freie Arbeiter-Union Deutschlands*, Libre Union Ouvrière d'Allemagne). Elle conservait sa désignation «syndicaliste», mais sa «déclaration de principes» reflétait un mélange de syndicalisme et d'anarchisme: refus du parti politique en général et de la dictature du prolétariat dirigée par le parti en particulier; aucun lien, donc, avec les partis ouvriers existants, même «de gauche»; attribution des tâches de construction économique du socialisme aux syndicats qui ne sont donc «pas des produits éphémères de la société capitaliste, mais les germes des futures organisations économiques socialistes», et doivent dès maintenant préfigurer dans la structure fédéraliste des libres associations ouvrières locales les caractéristiques de la future communauté sociale («organisation des usines par les Conseils d'usine; organisation de la production à l'échelle générale par les associations indus-

rielles et agricoles ; organisation de la consommation par les bourses du travail»; bref, «réorganisation de toute la vie sociale sur la base du communisme libre, c'est-à-dire sans Etat»); affirmation que «le socialisme est, en dernière analyse, une question de culture, qui ne peut donc être résolue que de bas en haut, par l'activité créatrice du peuple» ; refus de la violence organisée qui nie précisément cette libre activité créatrice. Tout le reste était à l'avenant, constituant un mélange d'individualisme et de culturalisme poussés à l'extrême d'une part et, d'autre part, de syndicalisme et d'unionisme atténués, avec toutes les contradictions propres à ces courants que le marxisme a cent fois dénoncé comme petits-bourgeois, idéalistes et congénitalement démocratiques.

### ORGANISATIONS LIEES AU PRETENDU «COMMUNISME DE GAUCHE»

Comme nous l'avons noté plus haut, la frontière entre le syndicalisme (voire l'anarchisme) et le prétendu «communisme de gauche» (*Linkskommunismus*) allemand a toujours été très floue. En ce qui concerne l'adhésion de nombreux militants de «base», on peut parler d'une pure et simple «maladie de croissance du communisme», pour reprendre l'expression de Lénine ; mais en ce qui concerne les théoriciens et leurs déclarations programmatiques, il faut parler d'a-marxisme et d'extra-marxisme.

L'horreur du pouvoir, de l'Etat, du parti, des chefs, de la centralisation est, en effet, un patrimoine commun aux deux courants, et c'est un patrimoine qui n'a rien à voir avec le matérialisme dialectique, c'est-à-dire avec le marxisme. D'autre part, de même que sur le plan strictement politique, le prétendu «communisme de gauche» allemand n'eut jamais des principes et un programme cohérents et s'émietta en courants locaux, provisoirement unis par leur commune aversion par les thèses marxistes fondamentales sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne, par leur anti-partisme foncièrement anarchisant et par leur aversion pour les syndicats traditionnels ; de même sur le plan syndical, l'hétérogénéité des conceptions théoriques – qui variaient du groupe de Brême à celui de Berlin, ou du groupe de Hambourg à celui de Dresde – eut pour conséquence une manière différente de concevoir les associations économiques nées plus ou moins sur l'initiative ou avec la contribution des «communistes de gauche».

C'est ainsi que dans le statut de l'*Allgemeine Arbeiter-Union* (A.A.U., Union Générale des Travailleurs), rédigé en août 1919 à Essen et qui devait servir de base à la reconstitution des syndicats durement touchés par la répression, en particulier chez les mineurs, on peut remarquer l'influence aussi bien de l'unionisme américain (la «Big Union», organisation à la fois politique et économique) que du conseilisme allemand encore en partie avalisé par le K.P.D. «La victoire du socialisme et du communisme – y déclare-t-on – n'est réalisable que par l'union des travailleurs dans une organisation unitaire de lutte». Son objectif est de «préparer et, au moment de la révolution sociale, réaliser le passage du mode de production capitaliste au mode socialiste», dont le premier stade sera «l'introduction du système des conseils» qui deviendra «l'organisation économique de la nouvelle société». La base de l'Union est donc l'usine ; ses délégués constituent le premier chaînon d'une structure

organisationnelle élastique qui aboutit au Comité Central. Ce dernier «doit demeurer en contact permanent avec toutes les organisations révolutionnaires existantes, en visant à les unir sur la base du pur système des conseils».

En février 1920, à Hanovre, à la première Conférence nationale de ce que désormais on appellera A.A.U.D. (*Allgemeine Arbeiter-Union Deutschlands*), c'est encore la ligne générale du groupe de Hambourg qui l'emporte.

Les thèses constitutives reflètent les idées de l'unionisme américain, proclamant qu'il s'agit d'«organiser les salariés pour la lutte finale contre le capitalisme et pour l'instauration de la République des Conseils» et les invitant pour cela à «constituer une seule grande union». On peut adhérer à celle-ci à condition d'accepter un programme qui se démarque à la fois de celui des organisations réformistes et de celui des organisations syndicalistes ou anarcho-syndicalistes. En effet, «ne peuvent appartenir à l'A.A.U.D. les organisations qui: 1) participent à l'application de la loi sur les Conseils d'usine [a loi qui les insérait dans la constitution de Weimar et en faisait un des rouages administratifs de la République allemande]; 2) repoussent la dictature du prolétariat; 3) ne reconnaissent pas comme base organisationnelle l'organisation d'usine».

D'une part, on repousse l'organisation d'industrie, et on la remplace par une organisation fondée sur l'usine au stade initial ; d'autre part, on ne parle plus d'accords possibles avec les partis politiques «révolutionnaires»: la nouvelle organisation est, en effet, par elle-même, un mélange de syndicat et de parti politique, ou plutôt elle est un succédané du parti dont on veut totalement ignorer le rôle dans la révolution prolétarienne et surtout dans la «dictature du prolétariat». Les ponts sont donc coupés non seulement avec les organisations économiques réformistes ou syndicalistes mais aussi avec le K.P.D. et avec tout le parti, même «ouvrier».

En quelques mois, cependant, et parallèlement à la formation du K.A.P.D., la nouvelle organisation se remplit d'un nouveau contenu programmatique, reflétant en grande partie les idées de Pannekoek et surtout de Gorter ; le siège central est transféré à Berlin ; et l'A.A.U.D., tout en réaffirmant ses positions générales anti-parti, se pose en organisation économique collatérale du Parti Communiste Ouvrier allemand, leur rapport étant aussi contradictoire que mal défini, et donc gros de nouvelles divisions. Les «directives» (*Richtlinien*) de la nouvelle organisation reprennent telles quelles les positions caractéristiques de l'immédiatisme ouvriériste à la Pannekoek-Gorter: «La formation de partis politiques est liée au parlementarisme: c'est pourquoi les partis [tous les partis !] ont le caractère d'une organisation capitaliste ; ils sont constitués sur la base du principe: chefs et masses ; les chefs au-dessus des masses ; les chefs commandent, les masses obéissent... Le chef est l'employeur (!!!), le parti est sa propriété» ; quant aux syndicats, ils «sont une organisation bureaucratique née du monde de l'économie privée, à laquelle ses dirigeants sont attachés en tant que fonctionnaires permanents».

Aux partis et aux syndicats s'oppose «l'organisation des Conseils, qui naît du processus révolutionnaire et incarne la conscience de classe, la conscience sociale, la conscience de la solidarité»; «ennemie mortelle de tout bureaucratisme», elle est l'expression d'une part de la «libération croissante [du prolétariat] des chaînes du capitalisme et surtout du monde intellectuel bourgeois», d'autre part du «développement croissant de la conscience de soi du prolétariat; de la volonté de traduire

par des actes la conscience de classe prolétarienne, de lui donner une expression visible».

Sur cette base doivent naître les nouvelles organisations économiques qui, réunies dans l'A.A.U.D. «ne sont ni un parti politique ni un syndicat», mais expriment la tendance du prolétariat «à s'organiser consciemment en vue du renversement de fond en comble de l'ancienne société» et à «s'unifier comme classe».

L'A.A.U.D. repousse le centralisme «qui asservit et discipline les masses au profit de quelques-uns» et qui est «le diable qu'il faut détruire». Elle repousse également son frère jumeau, le fédéralisme. Elle veut par contre (comprenez qui pourra !) «l'union la plus étroite des travailleurs pour le dépassement du capital, union qui ne se réalise qu'au travers du «développement continu du système des Conseils»» car dans ce système, «avec son contrôle d'en bas, avec son déchaînement de toutes les capacités et de toutes les énergies prolétariennes, avec son lien entre les chefs et les masses, toutes les contradictions sont résolues... d'abord sur le plan intellectuel puis, dans la communauté sociale, également sur le plan économique». L'antithèse chefs-masse est ici dépassée (sur le papier, hélas !) parce que «la masse n'est plus un agrégat informe d'égoïstes confondus, mais le prolétariat en ce sens que, doué d'une conscience de classe, il devient indissolublement uni dans la pensée et dans la volonté sociale» et que, d'autre part, «le chef devient un membre de la classe consciente, uni à elle par des liens étroits» et constamment animé et contrôlé par elle. Enfin, la réalisation de la dictature du prolétariat présuppose «l'autodétermination exclusive de la volonté des prolétaires, par-dessus toutes les institutions politiques et économiques de la société, par l'intermédiaire de l'organisation des conseils». Mais tout cela n'empêche pas l'A.A.U.D. de collaborer avec... le K.A.P.D.!

Dans le programme voté à la Conférence de Leipzig en décembre 1920, ces mêmes idées sont exprimées de façon plus synthétique:

1) L'A.A.U.D. lutte pour l'union du prolétariat comme classe.

2) Son but est la société sans classes, la première étape vers celle-ci étant la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'autodétermination exclusive de la volonté du prolétariat, par-dessus toutes les institutions politiques et économiques de la société, par l'intermédiaire de l'organisation des conseils.

3) L'affirmation graduelle de l'idée des conseils coïncide avec le développement croissant de la conscience de soi de la classe ouvrière. Les véritables dictateurs sont les délégués des conseils, qui doivent exécuter les décisions de ces derniers et sont révocables à tout moment. Les «chefs» ne sont admis qu'en qualité de conseillers.

4-8) L'A.A.U.D. repousse toute participation au parlement, parce que ce serait saboter l'idée des conseils ; toute participation à des conseils d'usine légaux, car ils sont une forme dangereuse de communauté d'intérêts avec les employeurs ; le syndicalisme, car il s'oppose à l'idée des conseils». Mais elle se dresse avec une âpreté particulière contre les syndicats, considérés comme «le principal obstacle au développement de la révolution en Allemagne et à l'unification du prolétariat comme classe».

9) (...) Sans reconnaître que l'existence des partis politiques soit justifiée, l'A.A.U.D. ne lutte pas contre l'organisation politique du K.A.P.D., qui a le même but et la même méthode de lutte qu'elle, et elle s'efforce de procéder dans la lutte révolutionnaire en accord avec lui.

10) La tâche de l'A.A.U.D. est la révolution dans les usines [!!!], et sa mission spécifique est l'éducation politique et économique des ouvriers.

11) Dans la phase de la conquête du pouvoir politique, l'organisation d'usine devient un rouage de la dictature prolétarienne, qui est exercée dans les usines par les conseils d'usine qui se sont constitués sur sa base. L'organisation d'usine lutte pour que le pouvoir politique soit toujours exercé par l'exécutif des conseils».

Cependant, comme nous l'avons déjà noté plus haut, le groupe d'Otto Rühle (Dresde) n'accepta pas la position intermédiaire de l'A.A.U.D. Non seulement il se détacha du K.A.P.D. dans la seconde moitié de 1920, mais il se constitua une organisation «syndicale» propre: l'A.A.U. (E) [*Allgemeine Arbeiter-Union (Einheits)*] qui se proposait «la destruction des syndicats et des partis politiques, qui sont les obstacles principaux sur la voie de l'unification de la classe prolétarienne et du développement de la révolution sociale, qui n'est pas la tâche ni des partis, ni des syndicats».

Quant aux autres organisations qui, bien que d'origine anarcho-syndicaliste, adhèrent à l'Internationale Syndicale Rouge, il faudra en parler lorsque nous étudierons la période suivante de l'histoire tourmentée du prolétariat allemand. Nous nous contenterons cette fois de conclure que la combativité certaine de ces organisations scissionnistes n'enlève rien à leur tare d'origine: d'une part leur base programmatique, immédiatiste, ouvriériste, localiste et d'autre part le fait que tout en prétendant «unir», «unifier» la classe, elles s'isolent en réalité de la grande masse des salariés. Fondées sur des programmes fumeux de «démocratie directe», de «conscience de soi du prolétariat», de négation du parti (ce qui, bien entendu, veut dire, comme toujours, qu'elles sont affiliées à des courants politiques bien précis, à des idéologies petites-bourgeoises clairement reconnaissables, idéalistes et même individualistes), ces organisations d'élite en sont réduites à osciller entre la négation du parti, le remplacement du parti par des organisations politico-économiques aux contours mal définis et l'appui à tel ou tel parti.

Reflet de la fragmentation du prolétariat allemand, elles n'ont fait que l'aggraver davantage. Toutes, elles ont fini à la longue par s'aligner à la longue sur des positions ouvertement démocratiques, ou se sont dissoutes à mesure que la poussée révolutionnaire provoquée par la crise économique perdait de sa force. Facteur de confusion et de dispersion, non de clarté et d'union entre les exploités, elles ne peuvent même pas se vanter – contrairement aux I.W.W. ou aux Shop stewards – d'avoir été des organisations de masse ouvertes à tous les exploités au-delà des divisions de catégorie et des différences d'appartenance politiques.

Elles ont donc été à la fois un aspect et un facteur de la tragédie du prolétariat d'Europe centrale, en particulier d'Allemagne et, au-delà, du prolétariat mondial.

# La situation en Allemagne et le mouvement communiste

(Amadeo Bordiga, «Il Soviet», N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans «programme communiste», N° 58, avril 1973)

Berlin le 28 juin. La grande Allemagne vit d'une vie anormale. Après la terrible guerre dans laquelle elle a gaspillé une énergie incalculable, elle succombe aujourd'hui sous la poigne de fer des vainqueurs qui lui raflent des matières premières, du matériel ferroviaire et des tonnes d'or; aussi souffre-t-elle d'une asphyxie dont les symptômes apparaissent aussi bien dans l'héroïsme du prolétariat berlinois que dans l'ampleur du mouvement incessant qui agite le pays.

J'apprends, par des camarades qui ont étudié et étudient attentivement la situation, que la crise économique est à son comble. Les usines ferment, la production agricole est insuffisante, même si la récolte satisfait les besoins du pays.

Le prolétariat vit mal et frémit sourdement.

Étant donné la situation actuelle de l'Europe, la situation politique est encore plus menaçante. La politique de l'Entente avait réussi à constituer entre le bolchevisme et l'Europe bourgeoise une chaîne d'États-tampons dont l'un des principaux était la Pologne. Mais cette même politique a poussé la Pologne à entrer en conflit avec la Russie des Soviets, et aujourd'hui les armées contre-révolutionnaires se replient devant l'irrésistible contre-offensive rouge. Malgré tous ses efforts, l'Entente ne pourra sauver la Pologne, ni par la manière forte voulue par la France, ni par le jeu plus subtil de l'Angleterre. D'ailleurs cette dernière, même si elle le voulait, ne pourrait pas utiliser la force, car elle est désormais paralysée par la situation en Irlande, en Égypte, en Inde, et par les événements impressionnants d'Asie Mineure.

Dans quelques semaines sans doute, l'État-tampon n'existera plus. Les troupes soviétiques entreront à Varsovie devenu entre-temps la capitale d'une nouvelle République Soviétique, car, en Pologne aussi, la situation sociale et politique est tendue à l'extrême et les masses sont prêtes à s'insurger.

Si l'Entente ne peut éviter ce revers, et on ne voit pas comment elle le pourrait, l'Allemagne deviendra l'ultime rempart entre le soviétisme et l'Europe capitaliste.

L'Entente accentuera sa pression politique sur l'Allemagne pour la contraindre à remplir sa nouvelle fonction. La bourgeoisie allemande immobilisée par les chaînes des vainqueurs n'aura pas les coudées franches pour mener sa politique.

La crise économique et sociale continuera de s'accroître et les masses ne pourront rester indifférentes. Le putsch de Kapp se reproduira à une échelle élargie lorsque l'Entente imposera à Berlin un gouvernement d'extrême-droite et cette fois, le prolétariat sera amené à relever le défi en se lançant dans une lutte définitive.

\* \* \*

Face à cette perspective, quelle est la préparation sociale et politique de la classe ouvrière allemande ? Par malheur, on ne peut pas répondre à cette question sans un certain pessimisme.

Une grande partie des masses laborieuses se trouve encore sous l'influence du S.P.D. (Sozialdemokratische Partei Deutschlands) qui dirige les syndicats bureaucratiques traditionnels. Il est inutile de rappeler aux lecteurs Italiens la nature et la mission du parti de Noske, Scheidemann et Ebert. Le mot d'ordre de ce parti est de travailler afin de sauver la patrie allemande. Il est donc contre les grèves, même économiques, et pour la collaboration ouverte avec la bourgeoisie, ce qui a pour contrepartie la faim des ouvriers et leur résignation à l'exploitation capitaliste.

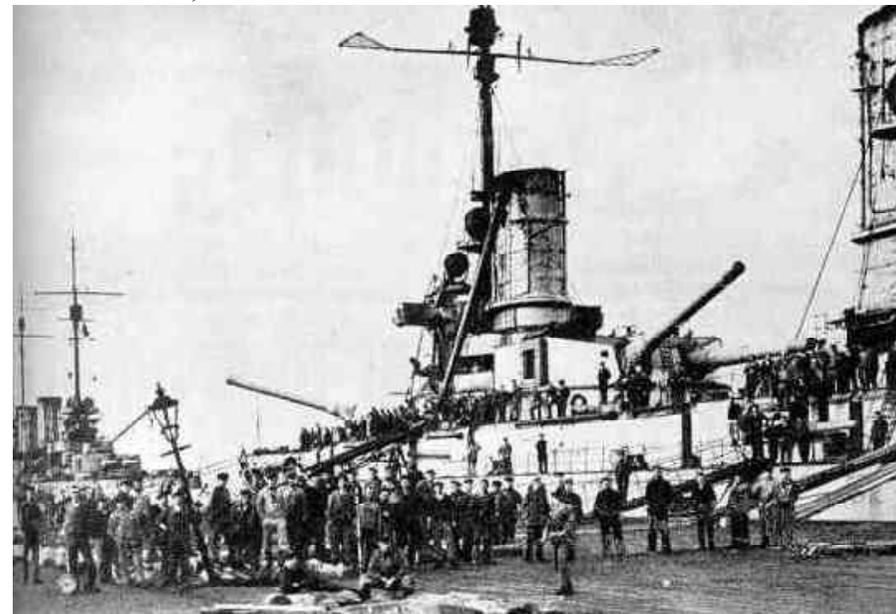
Les travailleurs des mines en sont la preuve vivante, au sens physique du terme. Ils sont réduits à l'état de morts vivants... Ce prolétariat n'aura-t-il pas perdu même la force de brandir les armes libératrices ?

Nous avons ensuite l'U.S.P.D., le parti socialiste indépendant, fier de son éclatante victoire électorale récente. C'est un parti très nombreux et fortement organisé dont on entend souvent louer l'évolution à gauche. Tout le monde sait qu'il est issu de la II<sup>e</sup> Internationale et hésite à entrer dans la III<sup>e</sup>. On sait aussi qu'il est divisé, en plusieurs courants et que sa droite flirte avec Scheidemann, alors que sa gauche penche vers les communistes.

Mais il est possible que les camarades italiens se soient fait de ce parti, à travers les articles publiés par l'«Avanti» à plusieurs occasions, une idée passablement fautive.

Le parti indépendant est le parti de l'indécision, du confusionnisme théorique, de l'incapacité d'agir et de la passivité. La gauche a obtenu contre la droite l'approbation d'un programme qui contient des phrases communistes, mais qui n'est qu'un avorton en matière de théorie et de principes; en revanche, la droite a imposé facilement à la gauche ses directives tactiques, et le leader de celle-ci, Daümig, dont on a tant fait l'éloge comme chef de la révolution allemande, est lui aussi un «opportuniste» qui a battu en retraite devant l'influence des Crispin et Hilferding sur le parti.

## Mutinerie - Kiel, Novembre 1918



Cette contradiction entre les paroles et l'action qu'on rencontre dans l'U.S.P.D. rappelle beaucoup ce qui se passe dans de larges couches du Parti Socialiste Italien.

J'ai assisté à une discussion entre communistes et indépendants. Un camarade communiste avait parlé de la situation allemande et de la tâche du prolétariat révolutionnaire; de nombreux indépendants lui avaient répliqué. Un seul d'entre eux soutint que l'U.S.P.D. est un parti révolutionnaire au même titre que le Parti Communiste, mais sans pouvoir le démontrer.

Tous les autres développèrent une argumentation que répètent, en tous lieux et en tous temps, les réformistes: le prolétariat est inconscient, il est réactionnaire, il n'est pas mûr. Ils sont bien pour la dictature du prolétariat, pour les Soviets, pour la IIIe Internationale, mais leur révolution ne devra pas répéter les méthodes «russes», la terreur rouge, la suppression de la presse bourgeoise, toutes mesures dignes de «sauvages». Le système des Soviets devrait s'adapter à une coexistence avec les institutions démocratiques, du moins tout le temps nécessaire à leur apprentissage du pouvoir.

Voilà quelles sortes de gens sont les indépendants allemands. Naturellement, on m'assure que dans les meetings électoraux, ils ne disent pas cela, qu'au contraire, ils flamboient d'apostrophes révolutionnaires. La chose ne m'a pas paru nouvelle.

\* \* \*

Il n'y a qu'un seul argument valable, malheureusement, pour la défense des indépendants, et encore s'agit-il d'un argument spécieux. Il consiste à dire que les communistes ne font pas beaucoup plus et mieux pour la préparation révolutionnaire. Même si c'était entièrement exact, cela ne pourrait servir de sauf-conduit à toute la marchandise avariée qui se dissimule sous le drapeau des Indépendants.

Les communistes, comme vous le savez, sont divisés. Il y a le K.P.D. (Parti Communiste Allemand) et, maintenant, le K.A.P.D. (Parti Ouvrier Communiste Allemand). Qu'est-ce qui divise les deux partis? Je l'ai demandé aux camarades de chacune des organisations.

Il faut avant tout faire l'historique de la scission. Dans le Parti Communiste, après la faillite de l'insurrection de janvier 1919, après la mort des deux grands chefs Liebknecht et Luxemburg, deux questions brûlantes se posèrent. L'une concernait les syndicats de métiers (Gewerkschaften) dominés par le réformisme et la bureaucratie social-démocrate: il s'agissait de savoir si l'on continuerait à y travailler ou si on les boycotterait pour constituer de nouveaux organismes. L'autre question concernait la participation aux élections.

La Centrale du Parti était à la fois pour l'entrée dans les syndicats et pour la participation aux élections. La conférence convoquée en juillet à Heidelberg (Berlin) approuva le programme de la Centrale. L'opposition contesta à nouveau la régularité de la conférence et demanda qu'on en convoque une autre, après une ample discussion préalable des deux questions dans les organisations du Parti.

La Centrale, au contraire, fixa la date du second congrès à octobre 1919 selon un critère étrange: les représentants qui n'auraient pas, sur les deux questions du parlementarisme et des syndicats, un mandat conforme à ses directives, en seraient exclus.

Ne vinrent donc au congrès que ceux qui étaient du même avis que la Centrale, en particulier de nombreux fonctionnaires du Parti, et l'opposition fut déclarée exclue de l'organisation.

Les camarades du K.A.P.D. m'ont affirmé, avec juste raison, qu'ils n'avaient pas

l'intention de constituer un nouveau parti, mais qu'ils furent exclus par un procédé incroyable, alors que si le Congrès avait été régulièrement convoqué, ils y auraient eu la majorité.

En avril 1920, voyant que toute tentative d'obtenir satisfaction était inutile, ils tinrent le Congrès constitutif du K.A.P.D. (Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands).

Ce parti est moins nombreux que le K.P.D., mais il prédomine à Berlin et à Hambourg et semble jouir de la sympathie des masses ouvrières industrielles.

Outre les deux questions déjà mentionnées, deux autres positions essentielles le séparent du K.P.D.: tout d'abord, il est contre la centralisation de l'action et pour le fédéralisme; ensuite, il accuse la Centrale du K.P.D. de faiblesse et d'hésitations.

Il y a en outre la fameuse question du national-bolchevisme: les leaders de ce courant, Laufenberg et Wolffheim, de Hambourg, ont lancé dans un manifeste un mot d'ordre d'alliance même avec les bourgeois pour la guerre contre l'Entente et la lutte contre Versailles. Ils disent que si les Russes se servent de Brussilov, eux peuvent bien se servir des militaristes allemands; ils ne voient pas l'énorme différence des situations, car les prolétaires russes sont au pouvoir et Brussilov représente un technicien de la guerre et non une classe ou un parti.

Les leaders du K.A.P.D. m'ont assuré cependant que les deux Hambourgeois et leurs rares partisans, s'ils sont encore formellement dans le parti, ont été désavoués et en seront éloignés très vite.

Quant à l'attitude du K.P.D. et à sa passivité, les accusations des exclus contre la Centrale ne sont sans doute pas sans fondement. La gauche du K.P.D. lui-même les partage.

Pendant les journées du putsch de Kapp, la politique du Parti n'a pas été à la hauteur de la situation, elle a démontré que la Centrale avait perdu le contact avec les masses et ne savait pas leur lancer de nets mots d'ordre révolutionnaires. Les polémiques à cet égard sont très vives. En réalité, les conditions qui règnent en Allemagne ne permettent pas au Parti communiste d'entraîner derrière lui le prolétariat. Le fait d'avoir participé aux élections n'a pas dû beaucoup améliorer la situation. Le Parti a aujourd'hui au Reichstag deux députés: Paul Lévy et Clara Zetkin. Paul Lévy est le leader intellectuel du Parti; cependant c'est un homme de droite; les lecteurs du «Soviet» connaissent sa malheureuse thèse de l'opposition loyale à l'éventuel gouvernement «socialiste». (Voir n° 14.)

Le K.A.P.D. soutient la constitution de conseils d'usines (Betriebsräte), mais ses thèses sont confuses et il boycotte les conseils d'usines légaux qui existent en Allemagne et qui suivent en majorité les Indépendants.

Les kaapédistes travaillent hors de ceux-ci comme hors des syndicats, en vue de former des conseils d'usines illégaux coordonnés par une union ouvrière révolutionnaire («Betriebsorganisation») illégale, qui n'est plus, selon moi, un organe économique puisque tous les ouvriers ne peuvent pas y entrer, mais qui n'est pas encore un organe politique. On ne peut donc pas affirmer que les conseils d'usines conduisent tout le prolétariat sur la véritable voie révolutionnaire.

Si je devais exprimer une opinion sur les directives du K.A.P.D., je modifierais peu de choses à ce que j'écrivais dans les n° 8 et 13 de ce journal.

De même, l'abstentionnisme du K.A.P.D. est différent, comme je le disais, de celui de notre fraction, car tout en se prévalant de constatations et d'arguments analogues, il s'appuie partiellement sur une conception différente de l'action politique et du parti en

général.

Par contre, la nouvelle organisation est en grande partie plus combative et révolutionnaire et elle développe une plus large activité dans les masses; ses partisans sont les ouvriers qui ne tolèrent ni le manque d'intransigeance dont le vieux parti fait périodiquement preuve, ni sa conversion au parlementarisme, laquelle le rapproche des Indépendants, qui profitent de sa tactique pour mieux se faire valoir aux yeux du prolétariat allemand et de l'Internationale.

Il ne faut pas cacher que dans le K.P.D. se trouvent aussi des abstentionnistes, particulièrement parmi les jeunes.

La jeunesse communiste est sur le point de se diviser elle aussi en deux camps, de se partager entre les deux partis.

Certes, la crise n'est pas sans gravité et on n'en entrevoit pas la solution. Le congrès de l'Internationale communiste pourra-t-il l'apporter ?

En attendant, les événements se précipitent. Peut-être réveilleront-ils les travailleurs et les communistes. Le prolétariat allemand, qui a eu pour militants des géants de la pensée comme Marx, Engels, W. Liebknecht, Mehring et des apôtres du sacrifice comme Karl et Rosa, ne peut pas être inférieur aux exigences de la lutte pour le triomphe du communisme au cœur de l'Europe qui est peut-être appelée à décider entre les deux grands adversaires: le capitalisme mondial et les phalanges rebelles qu'il suscite sous tous les cieux.

**Notre site Internet : [www.pcint.org](http://www.pcint.org)  
Adresse e-mail : [leproletaire@pcint.org](mailto:leproletaire@pcint.org)**

Pour connaître nos publications: consultez notre site internet

### **Pour toute commande de publications:**

**PAIEMENT . Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention), à envoyer à notre adresse de Lyon, ci-dessous.**

**Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007 Lyon (France)**

*FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)*

**AVERTISSEMENT: LES TEXTES EPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES; NOUS CONSULTER.**

### **CORRESPONDANCE**

**France:** Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

**Suisse:** Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

**Italie:** Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

Supplément à «programme communiste» n° 99, Revue théorique du parti communiste international -

ISSN - 0033 - 037 X

Imprimés par nos soins

Janvier 2009

Prix: 2

## **Berlin, 5 janvier 1919**

*Pour protester contre la révocation du socialiste indépendant Eichhorn de la Préfecture de police, les communistes, les socialistes indépendants, les «délégués révolutionnaires» (élus syndicaux) appellent à une manifestation pour le 5 janvier. Pendant que se déroule cette manifestation à l'ampleur inattendue, les dirigeants communistes (Liebknecht et Pieck), socialistes indépendants et syndicaux se réunissent pour discuter démocratiquement en commun ce qu'il faut faire...*

Ce que l'on vit [ce jour-là] à Berlin était peut-être la plus grande action prolétarienne de masse jamais vue dans l'histoire. Nous ne croyons pas qu'il y ait eu en Russie des manifestations de masse de cette envergure. De Roland à Victoria se tenaient des prolétaires, tête contre tête. Il y en avait très loin dans le Tiergarten. Ils avaient amené leurs armes, faisaient flotter leurs bannières rouges. Ils étaient prêts à tout faire et à tout donner, même leur vie. Une armée de deux cent mille hommes, comme aucun Ludendorff n'en avait jamais vue.

C'est alors que se produit l'incroyable. Les masses étaient là très tôt depuis neuf heures, dans le froid et le brouillard. Et les chefs siégeaient quelque part et délibéraient. Le brouillard augmentait et les masses attendaient toujours. Mais les chefs délibéraient. Midi arriva et en plus du froid, la faim. Et les chefs délibéraient. Les masses déliraient d'excitation: elles voulaient un acte, un mot qui apaisât leur délire. Personne ne savait quoi.

Les chefs délibéraient. Le brouillard augmentait encore et avec lui le crépuscule. Tristement les masses rentraient à la maison: elles avaient voulu quelque chose de grand et elles n'avaient rien fait. Et les chefs délibéraient. Ils avaient délibéré dans le Marstall, puis ils continuèrent à la préfecture de police, et ils délibéraient encore. Dehors se tenaient les prolétaires, sur l'Alexanderplatz vidée, le flingot à la main, avec leurs mitrailleuses lourdes et légères. Et dedans les chefs délibéraient. A la préfecture les canons étaient pintés, des marins à tous les angles, et dans toutes les pièces donnant sur l'extérieur, un fourmillement, des soldats, des marins, des prolétaires. Et à l'intérieur, les chefs siégeaient et délibéraient. Ils siégèrent toute la soirée, et ils siégèrent toute la nuit, et ils délibéraient. Et ils siégeaient le lendemain matin quand le jour devenait gris, et ceci, et cela, et ils délibéraient encore. Et les groupes revenaient de nouveau sur le Siegesallee et les chefs siégeaient encore et ils délibéraient. Ils délibéraient, délibéraient, délibéraient.

(Récit anonyme d'un dirigeant communiste publié sur Die Rote Fahne, le 5 septembre 1920. Cité dans Broué, «Révolution en Allemagne 1917-1923», p238-239)

---

*Trotsky l'écrivira: le parti peut attendre les masses, les masses ne peuvent pas attendre le parti.*

# Parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

## LISEZ - DIFFUSEZ - ABONNEZ-VOUS A LA PRESSE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL !

### «il comunista»

**Giornale bimestrale** - La copia: 1 € / 5 FS / £ 1,5 - Abbonamento annuale: 6,5 € / 25 FS / £ 6 - Abbonement di sostegno: 15 € / 50 FS / £ 12

### «il proletario»

**Foglio di intervento sul terreno immediato** del Partito Comunista Internazionale per la riorganizzazione operaia indipendente e per la ripresa della lotta di classe - Distribuzione gratuita.

### « le prolétaire »

**Journal bimestriel en langue française** - La copia: 1,5 € / 3 FS / £ 1 / 350 CFA - annuelle (5 copie): 8 € / 30 FS / £ 10 / 1500 CFA - Abbonement di sostegno: 16 € / 60 FS / £ 20 / 3000 CFA

### «programme communiste»

**Revue théorique en langue française** - La copia: 4 € / 8 FS / £ 3 / 1000 CFA / USA + Cdn US \$ 4 / Amérique latine US \$ 2 - Abbonamento: Il preso di 4 copie - Abbonement di sostegno per 4 copie: 40 €, 80 FS, £ 20, 8000 CFA, USA + Cdn US \$ 40, Amérique latine US \$ 10

### «el programa comunista»

**Revue théorique en langue espagnole** - La copia: 3 € / 8 FS / £ 2 / 20 Krs. / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3 - Preso di sostegno, la copia: 6 €, 16 FS, £ 4 / 40 Krs. / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6

### Supplemento a «el programa comunista»

Precio: Europa: 1 € / América del Norte: US \$ 1 / América Latina: US \$ 0,5

### « Proletarian »

Supplement in english to « le prolétaire » £ 1 / US\$ 1,5 / € 1,5

Photo de couverture : fraternisation de soldats et d'ouvriers

# Programme du Parti Communiste International

**Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):**

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

\* \* \* \* \*

**La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:**

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les

employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

**9.** Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

**10.** L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

**11.** La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.